

# ATELIER DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**Thème : Vision de la Société Civile face au changement sociopolitique en cours en République Démocratique du Congo  
Organisé par le CENADEP et la Société Civile de la Province Orientale**

---

**Kisangani, du 05 au 07 septembre 2002**

## RAPPORT FINAL DES TRAVAUX

### Introduction générale

Après le raté du dialogue inter congolais de Sun City en Afrique du Sud, le Congo et le Rwanda viennent de signer un accord de paix au terme duquel Kinshasa s'engage à désarmer les interahamwe et les ex FAR tandis que Kigali accepte de retirer ses forces du Congo. De même, un accord de paix vient d'être signé entre le Congo et l'Ouganda pour faire la paix entre ces deux pays.

Quoique ces deux accords aient des sorts différents dans leur mise en œuvre, il est incontestable qu'ils marquent la volonté des protagonistes de la crise congolaise à enterrer la hache de la guerre pour donner à leurs peuples respectifs l'opportunité de travailler pour leur développement.

Toutefois, ces deux accords ne constituent que la résolution de la facette externe de la crise congolaise. La dimension interne, qui est en fait la mise en place d'un nouvel ordre politique au Congo en passant par la gestion consensuelle de la transition, postule un accord inclusif. Ce dernier devra donc inclure tous les belligérants internes, l'opposition politique non armée, les Mayi Mayi et la Société Civile dans une transition collégiale dont l'aboutissement sera l'organisation des élections libres, transparentes et démocratiques en vue de doter le pays des institutions et des animateurs jouissant de la légitimité populaire.

**Vision de la Société Civile face au changement socio-politique en cours en République Démocratique du Congo**, tel est le thème du séminaire atelier organisé par le Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire, CENADEP, Antenne du Kivu en collaboration avec la Société Civile de la Province Orientale du 5 septembre au 7 septembre 2002 au Centre de Pastorale de l'Archidiocèse de Kisangani à Kisangani pour faire face à ces nouvelles données politiques.

Le CENADEP et la Société Civile de la Province Orientale voulaient à travers cet atelier apprêter les outils de contribution au retour et à la consolidation de la paix au Congo.

## Objectif Global

A la lumière de la décripation de l'environnement politique sur la crise du Congo, cet atelier visait à permettre aux acteurs de la Société Civile de s'accorder sur une vision commune sur les stratégies d'accompagnement de la population pour sa pleine participation et de façon responsable dans le processus de démocratisation du pays.

### 1. Les objectifs

#### Objectifs spécifiques

- Tirer les leçons de l'action de la Société Civile lors du dialogue inter congolais de Sun City pour rester une force véritablement neutre ;
- Réfléchir sur les stratégies et actions nouvelles à mener en vue de la participation de la population dans la construction d'un Etat de droit en R.D.Congo ;
- S'accorder sur le rôle de la Société Civile pour la restauration et la consolidation de la paix au Congo et dans la région des Grands lacs d'Afrique.

### 2. Les participants

Une quarantaine de leaders de la Société Civile de la Province Orientale, toutes composantes confondues, ont pris part à cet atelier. Ils ont été choisis selon leur expérience en matière de la construction de la paix, de la résolution pacifique des conflits et de leur capacité à faire coexister les différents peuples. Il faudra noter que pour une des rares fois, tous les acteurs de la Société Civile de Kisangani se sont mobilisés et ont passé trois jours ensemble en n'ayant à l'esprit que le retour de la paix en R.D.Congo et le bien-être des populations.

### 3. Méthodologie

L'atelier a opté pour une participation-échange à partir des panels confectionnés autour des exposés introductifs, le présentateur restant une facilitation qui provoquait le débat et en canalisait les convergences pour capitalisation.

Ainsi le contenu minimum de l'atelier était constitué des thèmes suivants :  
Vision de la Société Civile sur le changement politique souhaité ;  
Changement socio-économique et culturel après le dialogue inter congolais  
Les stratégies de la Société Civile pour apporter le changement qualitatif souhaité.

### 4. Résultats à atteindre

Une systématisation des stratégies de la Société Civile en vue d'un changement sociopolitique effectif faite à l'issue des travaux comme outil opératoire de futures actions de contre poids des acteurs de la société civile.

Cet outil insistera sur l'urgence d'un accord inclusif pour la gestion de la transition et sur la sécurisation mutuelle le long des frontières internationales du Congo avec ses voisins.

#### Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Le séminaire-atelier a débuté le jeudi 05 septembre 2002 à 9H30' dans la grande salle du Centre de Pastorale de l'Archidiocèse de Kisangani sous la modération de Monsieur Déogratias KIMENYA du Groupe REMON et en présence des membres des associations civiles de la Province Orientale dont la liste est reprise en annexe.

La modérateur après avoir donné les raisons du début tardif des travaux de l'atelier du fait de l'attente du Maire de la ville de Kisangani qui devrait présider cette cérémonie d'ouverture a présenté à l'assistance Monsieur Cyprien BIRINGINGWA, Coordinateur du CENADEP/Kivu qui est en fait l'organisateur principal de ce séminaire-atelier.

Prenant la parole pour son mot de bienvenue, le Dr ABISA, Président du Bureau de Coordination de la SOCIPO s'est dit particulièrement flatté par la tenue des travaux de ce séminaire-atelier à la veille d'une étape importante du processus de paix et de réconciliation du pays où la Société Civile est appelée à apporter son grain de sable à l'édification d'un Etat des Droits respectueux des valeurs humaines et créateur des conditions les meilleures pour son développement intégral.

Le Modérateur a présenté tour à tour les membres du Comité Organisateur, avant d'inviter les participants à se présenter un à un et en donnant succinctement le mandat de leurs associations.

Après cette présentation, le modérateur a enfin présenté l'objectif global, les objectifs spécifiques, la méthodologie, les résultats attendus, les intervenants et les thèmes de l'atelier tout en demandant aux participants d'être assidus aux travaux et surtout trouver des mécanismes pouvant amener les Congolais à trouver un consensus sur un accord global et inclusif.

Monsieur Pierre KIBAKA est intervenu pour communiquer les aspects logistiques du séminaire-atelier qui se présente comme suit : chaque participant recevra un bloc note et un bic, une pause-café et un repas seront servis, le transport sera payé à chacun à la fin de chaque journée.

Monsieur René SILEKI, Coordinateur de la SYPA a dans son mot de circonstance commencé par remercier le CENADEP à travers Monsieur Cyprien BIRINGINGWA pour la réalisation de ce séminaire-atelier qui hier était un rêve mais devenu aujourd'hui une réalité. Il a invité les participants à réfléchir sur les enjeux et défis à relever qui sont entre autres, la construction de la paix, la mise en place du nouvel ordre politique, le changement du mandat de la MONUC en une force de maintien et d'imposition de la paix et l'application sans faille des accords internes et externes.

Monsieur Cyprien BIRINGINGWA, Coordinateur du CENADEP/Kivu a commencé par remercier le Maire de la ville de Kisangani qui a autorisé officiellement la tenue de ces assises et surtout ces collègues de la Société Civile de Kisangani pour la

sympathie, l'accueil chaleureux et surtout pour s'être approprié l'organisation et l'animation de cet atelier.

Il a ensuite présenté le CENADEP que beaucoup dans la salle ont entendu pour la première fois. Le CENADEP est une organisation d'envergure nationale établie à Kinshasa depuis les années 1999 et dont l'une des approches sur le terrain consiste à travailler avec des antennes à travers le pays. Il a actuellement 5 antennes dont Bukavu, Moanda, Mbandaka, Likasi, Mbuyi Mayi et bientôt Kisangani.

Le but poursuivi par le CENADEP est d'assurer un appui et accompagnent des groupes, des associations et des initiatives locales aussi bien privées que communautaires, tant en milieux ruraux qu'urbains afin de promouvoir l'auto développement. Pour la période allant de 2002 à 2004, les priorités du CENADEP se résument dans les domaines ci-après :

Dans le domaine du développement durable et de l'environnement

Le programme de démocratie et bonne gouvernance

Le programme d'éducation au développement et plaidoyer pour les politiques alternatives de développement.

Il a enfin souhaité que les travaux de ce jour permettent aux acteurs de la Société Civile de la Province Orientale à faire le diagnostic de leur propre situation sur tous les plans de la vie et de dégager leur vision sur laquelle devront se fonder des actions futures capables de favoriser l'émergence d'un développement réellement endogène et participatif afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le Président de la SOCIPO, le Dr. ABISA BOKANGA a officiellement ouvert les travaux de l'atelier en souhaitant que les réflexions aboutissent à des résultats concrets.

## **Du déroulement des travaux**

### Le jeudi 5 septembre 2002

Deux exposés ont été successivement développés ce jour.

Le premier animé par Monsieur René SILEKI qui a planché sur « ***Les mécanismes de participation démocratique de la population pour la matérialisation du nouvel ordre politique*** ».

L'orateur a articulé son intervention sur 5 points.

Il a commencé par donner l'état de lieu sur la participation démocratique en République Démocratique du Congo à travers certaines époques c'est-à-dire de 1885 à 2002. Selon lui, il n'y a pas eu véritablement des mécanismes de participation démocratique, car on a vécu des périodes des tergiversations politiques.

Sur le point relatif aux facteurs entrant dans l'éclosion du nouvel ordre politique, il a énuméré quelques attitudes caractéristiques à travers certains comportements politiques et économiques.

Parlant de la nature de la guerre et de l'influence de la Communauté Internationale, l'orateur a fait remarquer qu'une question se posait par ailleurs, celle de savoir comment restaurer la paix en République Démocratique du Congo dans un contexte de guerre ? Répondant à la question, l'orateur a souligné que les guerres connues jusqu'à ce jour dans notre pays proviennent du fait de l'effondrement de l'Etat sous le régime de Mobutu, le génocide Rwandais et ses conséquences dans la région des Grands Lacs et la vision expansionniste du Rwanda et de l'Ouganda.

Ainsi, les mécanismes de participation populaire doivent relever tant de l'identification de ces mécanismes que des moyens à mettre en œuvre pour aboutir à un nouvel ordre politique.

***De lors, lorsque l'Etat a failli à sa mission, la Société Civile doit lui donner un coup de pouce.***

***Et de conclure qu'il est grand temps que la Société Civile puisse réfléchir sérieusement pour arriver à dégager sa vision sur l'instauration d'un nouvel ordre politique dans le pays.***

Le deuxième exposé a été animé par Monsieur François ZOKA sur « ***la participation économique : les enjeux et les opportunités pour le peuple congolais*** ».

L'exposant a situé son intervention sur 3 points :

De l'époque Léopoldville à nos jours. Cette période a été caractérisé par un système politique consistant à faire valoir les intérêts du Roi Léopold II. Devenu colonie Belge, le système économique restait toujours extraverti. Il a renchéri en disant que même après l'indépendance du pays et pendant le règne du Président Mobutu, le système économie est resté dans les mêmes conditions soit une économie de cueillette ne reposant sur aucune règle et servant les intérêts du pouvoir en place en lieu et place de la population.

Le paradoxe. Ici, l'exposant l'a montré dans la contradiction qui existait du fait d'appartenir dans un pays riche en ressources naturelles mais dont la population est pauvre. Il a relevé les enjeux et les opportunités qui s'offraient au pays avant de donner des solutions alternatives à travers bon nombre de questions que l'on peut se poser.

Il a conclu en formulant le vœu de revoir notre système économique en fonction de nos besoins étant donné la paupérisation de la population Congolaise.

A l'issue des exposés, un débat fort enrichissant s'est passé où beaucoup de zones d'ombres ont été éclairés avant que les travaux ne se poursuivent en carrefours sur les questions suivantes :

***En donnant un contenu concret au concept développement théorique tel que vu par le peuple congolais , mettez en place :***

***Un plan d'urgence pour la transition***

b. Une stratégie ou des stratégies de développement économique post-transition dans notre pays.

**En fonction de l'inclusion de la situation politique de l'heure, quels types de mécanismes de participation démocratique peuvent être mis sur pied pour l'éclosion de l'ordre politique nouveau.**

**Dégagez-en les obstacles éventuels**

**Donnez les stratégies à mettre sur pied pour l'application de ces mécanismes.**

*Quelle est la contribution de la SOCIPO pour l'obtention d'un accord inclusif en République Démocratique du Congo.*

La mise en commun des travaux des carrefours a fait ressortir la synthèse suivante :

A. Eléments d'un plan d'urgence pour la transition et stratégie de développement post-transition en RD Congo

a) Plan d'urgence pour la transition en RDC (Grandes lignes vues par la socipo)

**Le vote d'un budget national conséquent**

**La mise en place des mécanismes de mobilisation et de contrôle des recettes fiscales et autres par les services générateurs des revenus de l'état**

**L'hierarchisation des dépenses d'une part impliquant le salaire, les soins de santé,...et d'autre part les investissements, notamment les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, ferroviaires et fluviales, les établissements scolaires et sanitaires,...**

**La réorganisation des entreprises para-étatiques de manière à participer de façon significative à l'essor de l'économie nationale**

**La lutte contre le pillage des ressources naturelles de la RD Congo**

**La relance de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.**

**Le combat contre l'hémorragie financière et fiscale et les renforcer les mesures susceptibles d'arrêter l'inflation.**

**La réorganisation du système bancaire**

**La révision des contrats financiers avec les organismes financiers internationaux**

**Relancer en priorité l'économie endogène en favorisant les entreprises de production et de transformation locale.**

**Renforcer le diversification des produits d'exportation**

**Mener des campagnes de sensibilisation à l'éducation civique**

**Promouvoir de bonne politique d'échange avec l'extérieur.**

**La réorganisation du secteur minier**

b) Les stratégies de développement post-transition

**Mettre en place un gouvernement crédible issu des élections pour négocier et définir :**

**une politique économique luttant contre la pauvreté**

**l'annulation de la dette extérieure de la RD Congo**

**les conditions favorables à l'investissement**

**- Mettre en place un parlement en vue de :**

**exprimer les besoins réels de la population**

**exercer un contrôle sur l'exécutif**

**revoir et analyser les différents contrats**

**- Mettre en place une justice indépendante qui puisse sanctionner l'action des politiciens et des gestionnaires publics, la bonne Gouvernance, la création des emplois, la mise en place des industries de transformations, encourager les investissements, subvention des initiatives locales par l'Etat, encourager le tourisme, promouvoir l'agriculture, bonne politique de conservation de la faune et de la flore**

B. Les mécanismes de participation démocratique

a) Pendant la période de transition en RD Congo : Obstacles et stratégies

### **Les mécanismes**

Poursuite du Dialogue inter congolais à travers la concertation de tous les acteurs ;  
Information et formation de la population ;  
Contestations et manifestations populaires en cas de blocage des négociations ;  
Lobbying à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;  
Symposium International pour la Paix en Afrique ;  
Campagnes de sensibilisation  
Implantation et ou re dynamisation des noyaux de paix.

Concernant la poursuite du Dialogue Inter Congolais

#### \* Les obstacles

la présence des troupes étrangères  
l'ingérence négative de la Communauté Internationale  
l'approche militariste des mouvements rebelles  
l'absence d'une volonté politique des politiciens en faveur d'une paix durable en RD Congo  
la poursuite des combats dans certains du pays et le désaccord observé entre les politiciens  
les difficultés au niveau de la communication  
la balkanisation du pays  
l'immaturation politique des dirigeants  
l'absence d'une culture politique démocratique de la plupart de la population congolaise  
le manque de patriotisme  
la répression de la population par les dirigeants politiques  
l'ignorance et l'analphabétisme.

#### \* Les stratégies

effectuer des missions de lobbying auprès des pays concernés pour le retrait de leurs troupes respectives ;  
cibler les belligérants, les sensibiliser et les conscientiser sur les effets et les conséquences de la guerre ;  
mener des actions de lobbying auprès des firmes multinationales ayant des intérêts au Congo et qui sont impliquées dans le trafic d'armes, dans le pillage des ressources naturelles de la RD Congo ;

mener un lobby auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies et vers les pays qui soutiennent les agresseurs ;  
Exiger la certification du diamant et autres matières précieuses pillées en RD Congo ;  
Exiger des sanctions diplomatiques et politiques contre les belligérants qui refusent la logique de la paix.

### **Concernant l'information, la formation de la population, les contestations et les manifestations populaires**

#### \* Obstacles

Refus de liberté d'expression, d'action et de manifestation

#### \* Stratégies

Renforcer les dénonciations,, les rencontres et les négociations avec le pouvoir en place  
Recourir à l'influence extérieure en cas de résistance du pouvoir

### **Concernant le lobbying et la tenue du symposium international sur la paix en Afrique**

#### \* Obstacles

Absence des moyens financiers et manque de savoir-faire  
Manque de savoir-faire  
Interdiction de la tenue du SIPA par le pouvoir rebelle

#### \* Stratégies

Formation accélérée des lobbyistes  
Recherche des moyens financiers  
Rencontrer le pouvoir et faire un plaidoyer pour l'organisation du SIPA et solliciter l'appui extérieur.

### **Concernant les campagnes de sensibilisation et implantation et ou ré dynamisation des noyaux de paix**

#### \* Stratégies

Renforcer la sensibilisation et la formation  
Multiplication et extension des noyaux jusque dans les territoires des provinces du pays  
Mettre en place une coordination des noyaux de paix pour des actions communes

### **b) Les mécanismes de participation démocratique : Pendant la période post-transition : obstacles et stratégies**

Les élections générales : libres, démocratiques et transparentes

\* obstacles

la fraude électorale

l'insuffisance des moyens matériels et financiers

l'exclusion fantaisiste de certains candidats

le manque de volonté et d'amour patriotique

l'immixtion des étrangers dans les opérations de vote

\* Stratégies

une loi électorale acceptée par référendum et opposable à tous

une commission électorale indépendante représentative de toutes les tendances

organisation des structures populaires d'accompagnement

### **C.- Contribution de la société civile de la Province Orientale en vue d'un Accord inclusif en RD Congo**

***Elaboration d'un cahier de charges à soumettre aux belligérants, aux pays impliqués dans la guerre et à l'ONU (exiger le départ des troupes étrangères du territoire congolais, faire des déclaration ad hoc, publier des pétitions concernant l'agenda pour la pour le Dialogue inter congolais : durée de négociation fixée à 7 jours, nombre sensiblement réduit des délégués, tenue du dialogue inter congolais au pays, notamment dans la ville martyre de Kisangani, militer pour un dialogue sincère) ;***

Réunification et renforcement de la Société Civile de la Province Orientale

Actions en synergie, contestations et manifestations populaires définies et exécutées par toute la société civile

Lobbying à l'extérieur et à l'intérieur du pays

Interpellation du pouvoir en place en cas de mauvaise gouvernance

Vendredi 6 septembre 2002

Trois exposés ont été tour à tour développés.

Le premier par Monsieur Faustin TOENGHAO, Secrétaire du Bureau de Coordination de la SOCIPO. Il a porté sur « La vision sur le changement politique souhaité après le dialogue inter Congolais

Celui-ci, dans son mot introductif, a fixé les objectifs attendus des participants au sortir de ces assises. Puis il a donné le canevas de son exposé s'articulant sur deux chapitres :

Chapitre I. Le Dialogue Inter Congolais et le comportement de la Société Civile où il a dressé le bilan du dialogue inter congolais qualifié de mitigé avant de donner les objectifs assignés aux « Négociation politiques inter congolaises tels que repris dans l'Accord de Lusaka.

Le dialogue comportait 56 points dans son ordre du jour à débattre pendant 45 jours dans les cinq commissions constituées par la facilitation.

On notera par ailleurs, renchérit l'orateur, que l'ordre du jour comportait 56 points à traiter pendant 45 jours initialement prévus.

Que retenir des travaux de différentes commissions au Dialogue Inter Congolais ?

Le résultat obtenu au Dialogue Inter Congolais à Sun City s'avère mitigé. Car, il comporte à la fois des aspects positifs et des aspects négatifs.

A l'actif c'est-à-dire aspects positifs, il y a eu effectivement la tenue du Dialogue Inter Congolais ayant un caractère inclusif et la plupart des matières inscrites à l'ordre du jour ont été examinées. Il faut noter aussi l'apport non négligeable des médias dans la couverture des travaux.

Au passif c'est-à-dire aspects négatifs, on a déploré le fait qu'il n'y a pas eu la signature d'un accord de paix inclusif, pas de nouvel ordre politique instauré, encore moins une réconciliation entre Congolais.

L'échec orchestré relevait de certains facteurs tant endogènes qu'exogènes.

La dynamique politique en RDCongo après le Dialogue Inter Congolais et l'apport souhaité de la Société Civile où l'orateur a situé le processus de paix en R.D.Congo au double plan interne et externe.

Pour conclure, l'orateur a relevé que la Société Civile bénéficiait encore de la confiance de la population. Toutefois elle doit se ressaisir en reconsidérant certaines positions antérieures et à se mettre au milieu village tout en ayant comme préoccupation suprême l'accompagnement de la population vers son bien-être et la défense de ses intérêts vitaux.

Le deuxième exposé a été rendu par le professeur Jean Baptiste GAKURU SEMALUMU de l'Université de Kisangani. Il a planché sur le thème « **Amélioration du niveau de la population dans le nouvel ordre politique** ».

Cinq points ont constitué sa communication à savoir une introduction sur les conditions dans lesquelles les origines de différentes guerres dont entre autre la pauvreté se traduisant par l'exclusion des pauvres sur les plans de la politique, d'éducation, d'alimentation, de la propriété, de la justice.

La dictature entraînant nécessairement une corruption généralisée des mentalités conduit à la démobilisation des fonctionnaires, des hommes affaires et les intellectuels. Par contre, dans un régime démocratique, il y règne la liberté de penser et d'entreprendre, le respect de la personne humaine, de ses droits et par conséquent il promeut la créativité.

Il a ensuite donné quelques indicateurs de niveau de vie pouvant déterminer la situation des habitants d'un pays notamment le niveau de consommation alimentaire, le taux de mortalité, la scolarisation, l'analphabétisation, le produit intérieur brut .

Les conditions de redressement économique de la République Démocratique du Congo, l'amélioration du niveau de vie de la population dans le nouvel ordre politique et enfin une conclusion ont clos l'exposé.

Le troisième exposé a été animé par Monsieur Faustin KINZONZOLI, Secrétaire exécutif d'APILAF et Président du Conseil d'Administration du CRONGD, et a porté sur « *le changement socioculturel en R.D.Congo : contours et perspectives* ». Dans l'introduction, l'orateur a reconnu que la situation en R.D.Congo est critique en tout point de vue, mais il faudra y vivre pour connaître les mécanismes de survie des

populations. Ensuite quatre points ont été développés à savoir : Pourquoi un changement socioculturel en R.D.Congo ? Les conséquences et les mécanismes de contours de la situation, les perspectives et la conclusion.

Un débat général a suivi les différentes communications avant que les participants ne se retrouvent en carrefour pour répondre aux questions suivantes :

**Quelles sont les chances et les limites de l'application de l'accord partiel de Sun City au regard de la dynamique politique actuelle ?**

*L'ordre institutionnel proposé par Moustapha Niasse :*

*Concernant l'espace présidentiel :*

*1 + 0 = 1 Président + 1 Premier Ministre*

*1 + 2 = 1 Président + 2 Vice-Président*

*1 + 4 = 1 Président + 4 Vice-Présidents*

*1 + 1 + 1 = 1 Président + 1 Vice-Président + 1 Premier Ministre*

*Gouvernement = 1 Premier Ministre avec ou sans Vice*

*Parlement*

*Monocaméral*

*Bicaméral*

*Institutions citoyennes*

*Quel est le schéma susceptible de garantir une transition consensuelle, efficace et pacifique ? Motivez.*

**Identifiez les problèmes liés au développement qui se posent dans nos familles, dans la ville de Kisangani et dans la Province Orientale.**

*Classez-les par ordre d'importance (classification unique). Que pouvons-nous faire ou suggérer pour résoudre les deux premiers problèmes.*

**Dans nos attentes d'un nouvel ordre politique en République Démocratique du Congo, nous aspirons à un changement socioculturel.**

**Pour éviter de retomber dans les erreurs du passé, quels sont les institutions non gouvernementales ou d'observation qu'il faut mettre en place :**

*leur statut*

*leur mandat*

*leur stratégie*

Avant de répondre aux questions ci-haut mentionnées, les participants à l'atelier ont tout d'abord procédé à la description de la dynamique actuelle qui se caractérise par l'existence de deux alliances militaro-politiques, existence des accords bilatéraux de paix notamment entre Kinshasa et Kigali (Accord de Pretoria) et entre Kinshasa et Kampala ; le fait que la personne de Joseph Kabila ne pose plus problème à la tête de l'Etat Congolais et la perspective d'un accord inclusif.

Les chances et les limites de l'application de l'accord de pax de Sun City

**Les chances**

Monsieur JP Bemba accepte d'aller à Kinshasa pour assumer les fonctions du premier ministre sans conditions

La libre circulation fluviale et aérienne entre les territoires du MLC, du RCD/ML et du Gouvernement de Kinshasa  
Pression possible de la population pour la sauvegarde de ces acquis  
La ferme volonté de deux armées de ne plus se battre  
Le début de retrait des troupes ougandaises  
Le paiement des fonctionnaires de l'Etat par le Gouvernement dans le territoire contrôlé par le MLC et le RCD/ML  
L'adhésion de la population dans sa majorité à cet accord à l'instar de la majorité des délégués à Sun City et le soutien par une bonne partie de la Communauté Internationale, particulièrement l'Union Européenne  
Le RCD accepte de négocier avec un Gouvernement issu de l'accord  
La poursuite des négociations entre les signataires et le séjour autorisé du RCD/ML et MLC à Kinshasa  
L'accord de Pretoria signé entre Kinshasa et Kigali sans la présence du RDC Goma et celle de Luanda La poursuite des négociations entre les signataires et le séjour autorisé du RCD/ML et MLC à Kinshasa  
Les défections multiples des militaires et acteurs politiques au sein du RCD/Goma  
Aucune partie n'a dénoncé formellement cet accord  
La volonté de ces deux armées à ne plus se battre  
La signature des accords bilatéraux entre Kinshasa et Kigali d'une part et entre Kinshasa et Kampala d'autre part.

### **Les limites**

La tergiversation du Gouvernement à appliquer cet accord et à accueillir J.P. BEMBA  
L'absence de volonté politique dans le chef de deux principaux signataires  
Les affrontements entre les signataires à Isiro en Province Orientale  
La scission au sein du RDC/ML avec le phénomène Thomas Lubanga  
La guerre inter ethnique et le phénomène Masunzu  
Séquestration du Ministre des droits humains du Gouvernement à (Mbadro) Bunia ;  
Duplicité de la politique Ougandaise  
L'appui des anglo-saxons à un dialogue inclusif  
Le Président Kabila se sentant actuellement plus fort ne trouve plus l'intérêt et l'opportunité de mettre cet accord en application  
La cohabitation entre J. KABILA et J.P. BEMBA paraît à la tête de l'exécutif, chacun ayant des intérêts particuliers  
La déception de la population qui voulait une application rapide de cet accord  
L'absence d'un des grands protagonistes : le RCD  
La confusion entretenue par la Communauté Internationale  
Méfiance mutuelle entre les signataires  
La non résolution de l'aspect extérieur de la crise ;  
La signature de deux accords particuliers entre la RDC et le Rwanda et la RDC et l'Ouganda  
Manque de sincérité des signataires  
Les défections au sein du RCD  
Les ambitions démesurées des uns et des autres

### **b.- L'ordre institutionnel pendant la transition**

\* Présidence

1 + 0		1 + 2
1 + 4		

\* Gouvernement

1<sup>er</sup> Ministre + Vice-Ministre : 1 + 0

1<sup>er</sup> Ministre sans Vice-Ministre : 1 + 4

\* Parlement : Bicaméral

\* Institutions citoyennes

*Si pour le gouvernement, le parlement et les institutions citoyennes un consensus s'est dégagé dans les 3 groupes, il n'en a pas été le cas pour l'espace présidentiel où les avis sont restés partagés pour la formule à adopter entre les différents schémas proposés par Mustapha niassse.*

*Il est apparu autour de cette question des fortes divergences au sein d'un même groupe de travail ; les uns et les autres soutenant leurs positions en séance plénière. Bien que l'assertion 1+4 semble inclusive du fait qu'elle permet le partage du pouvoir entre les différents protagonistes, offre des garanties pour une transition pacifique, efficace et consensuelle, coupe tout alibi à ceux qui voudraient faire perdurer la guerre, elle est accusée d'être à la base d'un précédent dans la procédure d'accession au pouvoir en RD Congo en cherchant à légitimer la prise de pouvoir par les armes.*

*Bien plus les partisans de l'assertion 1+0 soutiennent qu'il faut un pouvoir fort à la tête de l'Etat congolais pendant la transition pour limiter les ambitions des rebelles*

### c) Identification des problèmes liés au développement

\* au niveau des familles

La faim/Insécurité alimentaire, le logement, l'inaccessibilité aux soins de santé, la scolarisation ;  
l'analphabétisation.

\* au niveau de la ville

L'insécurité, le manque d'assainissement de l'environnement, la dégradation de la voirie urbaine, la destruction des infrastructures, le manque de communication.

\* au niveau de la Province

Le non paiement des salaires, l'enclavement, le chômage, les conflits inter ethniques, l'éducation, la situation de non paix et la dépravation des mœurs.

### Les pistes des solutions

Mettre fin à la guerre par la voie des négociations en adoptant et en signant un accord inclusif, exiger le retrait des troupes étrangères, mettre sur pieds un observatoire pour régler les conflits inter ethniques, élaborer un plan d'urgence de

relance économique pour la période de transition (voir proposition du plan adopté à Sun City.

f) Les institutions citoyennes ou non - gouvernementales

\* Observatoire de lutte contre la corruption

Statuts : ONG

Mandant : lutter contre la corruption

Stratégies : sensibilisation, dénonciation, protestation

\* Observatoire des droits humains

Observatoire écologique ou de l'environnement

Statuts : des ASBL

Mandats : dénoncer les violations des droits humains

Stratégies :

Observation, étude et analyse

Sensibilisation et conscientisation

Formation

Dénonciation

\* Création des réseaux thématiques et syndicats

Statuts : ASBL

Mandant : promotion et défense

Stratégie : accompagnement par une dynamique participative.

\* Observatoire de lutte contre la prostitution

Statut : ONG

Mandat : encadrement des professionnels de sexe

Stratégie : éducation, sensibilisation.

\* Observatoire de prévention et résolution des conflits

Statut : ONG

Mandant : prévenir et réconcilier

Stratégie : sensibilisation

\* Observatoire et ou haute autorités médias

Statut : ONG

Mandat : Organe de régulation du métier de journaliste

Samedi 7 septembre 2002

Les travaux de ce jour ont démarré par la poursuite des échanges sur les différents schémas proposés par Monsieur Moustapha Niasse pour la résolution de la crise congolaise. L'assemblée a reconnu que tous ces schémas avaient des avantages et aussi des inconvénients. Toutefois, il est grand temps qu'une solution soit trouvée pour mettre un terme à la misère et aux souffrances de notre peuple. A l'issue du vote devant déterminer le choix des uns et des autres dans les schémas proposés, il s'est dégagé ce qui suit : le schéma 1 + 0 a obtenu 10 voix suivi par le schéma 1 + 2 avec 8 voix et enfin le 1 + 4 avec 6 voix.

La première communication du jour a porté sur « l'Essai sur les stratégies de la Société Civile congolaise à la consolidation du processus de paix et à l'érection d'un Etat des droits en R.D.Congo » par Monsieur Dismas KITENGE, président du Groupe LOTUS et ce sous la modération de Monsieur François ZOKA.

L'orateur a dans son exposé parlé tour à tour de l'émergence et le cheminement de la Société Civile Congolaise : ses problèmes, ses actions, ses stratégies et les défis. Il a ensuite défini le concept Société Civile avant de donner les expériences des Sociétés Civiles de l'Afrique du Sud et de Chili dans les transitions démocratiques. Il a terminé son exposé par quelques réflexions sur les stratégies de la Société Civile congolaise face au changement politique en cours au niveau national, international et tirer enfin une conclusion.

Entamant les expériences des acteurs de la Société Civile, Monsieur Dismas KITENGE a planché sur le lobbying en énonçant les notions de base, les expériences congolaises en la matière.

Monsieur René SILEKI a démontré les expériences de « l'accompagnement et sensibilisation des populations telles que menées à Kisangani ». Il en a cité entre autres : le projet d'accompagnement au dialogue inter congolais (Dialogue Yetu organisé par la SYPA), la formation et l'implantation des noyaux de paix, la résolution pacifique des conflits dans les différents groupes, l'apprentissage à l'école des notions des droits de l'homme et d'éducation civique, les mécanismes d'information alternative, les émissions radio télévisées, les cultes œcuméniques, etc.

Enfin, Monsieur Jean OTEMIKONGO, Directeur du CEPOD a parlé de la formation et de l'éducation de la population. Il a d'abord fait un diagnostic de la situation avant de donner quelques éléments pour l'élaboration d'un programme s'articulant sur quatre paliers à savoir l'analyse du travail, la formulation des objectifs de la formation, le choix des méthodes et des techniques et l'évaluation.

Il a enfin fait un diagnostic de la situation en prenant comme références l'analyse du PREFED de 1996 et les critiques faites par Yamba Yamba en 1997. Dans ce diagnostic, il a dénombré 27 fléaux dont le manque des matériels, arrivée tardive des invitations, le désintéressement au niveau de la base, l'apparition des feuillets irréguliers, les actions de lobbying insuffisantes.

Un débat général s'en est suivi avant que les participants ne se retrouvent en carrefour pour répondre aux questions suivantes :

*Quelle est la vision ou la perception de la SOCIPO à la lumière des exposés et des débats, pour l'avènement d'un nouvel ordre politique et institutionnel en RDCongo (sur le plan politique, social, économique et culturel)*

*Quelles sont les actions et les stratégies proposées pour la matérialisation de cette vision ?*

Les participants repartis en trois groupes de travail ont tiré les conclusions suivantes :

En ce qui concerne la vision de la Société civile de la Province orientale pour l'avènement d'un ordre institutionnel en RD Congo, les participants ont situé leur réflexion sur deux périodes distinctes, à savoir pendant et après la période de transition.

#### **a) Pendant la période de transition**

- Sur le plan politique

La vision de la société civile de la Province Orientale se résume en une transition pacifique, consensuelle et efficace. Pour ce faire, elle recommande comme action la poursuite du dialogue inter congolais par les concertations afin d'aboutir à un accord global et inclusif ainsi que le plaidoyer à tous les niveaux pour la fin de la guerre. Cet accord permettra la restauration de l'unité et la souveraineté nationales, la sauvegarde de l'intégrité territoriale et la poursuite du processus de démocratisation permettant l'avènement d'un Etat des droits en RD Congo.

Les stratégies de la société civile de la Province Orientale se situent aussi bien en amont qu'en aval.

En amont, elles sont pensées en terme d'actions de pression populaire, de formation et d'éducation civique des masses populaires, des prières et des cultes œcuméniques à travers une forte implication des églises,...

En aval, les actions de lobbying auprès des pays agresseurs devront amener ces derniers à appliquer les accords et les résolutions du conseil de sécurité des nations unies relatives au retrait de leurs troupes respectives et pousser les alliés à s'impliquer dans le processus de paix. Les mêmes actions devront être orientées vers les belligérants.

- **Sur le plan socio-économique et culturel**

**La vision des acteurs de la société civile prône l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que le changement positif des conditions sociales et culturelles de la population congolaise toute entière.**

Cette vision passe par l'élaboration et ou l'application d'un programme économique d'urgence tel qu'il avait été conçu lors des travaux de Sun City au niveau du Gouvernement de transition à mettre en place ainsi que par les actions de formation, conscientisation de la ; population sur son rôle à s'affirmer et à s'auto déterminer.

Pour ce faire, l'élaboration d'un budget national conséquent, la mise en place des mécanismes de mobilisation et de contrôle des recettes fiscales constituent tout un ensemble des stratégies appropriées.

Sur le plan culturel, les Organisation non gouvernementales de droits de l'homme devront faire preuve de plus de créativité pour la mise sur pied et ou le renforcement des observatoires des mœurs et de l'éthique sur tous les plans. Des infrastructures de base dans le domaine socioculturel devrait attirer l'attention des dirigeants et des associations de la société civile : écoles, centres de santé, centres culturels, sites touristiques,...

## **b) Après la période de transition**

### **- Sur le plan politique**

La vision de la société civile de la Province Orientale est celle d'un Etat de Droits respectueux des valeurs humaines et républicaines et créatrices des meilleures conditions pour son développement intégrale.

Cette vision s'appuie sur les actions d'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes ayant comme soubassement l'élaboration d'une constitution, d'une loi électorale.

La société civile devra s'investir davantage dans les stratégies de formation et d'information du souverain primaire, de sensibilisation des leaders d'opinion aussi bien politique que de la société civile en vue de leur participation effective aux élections. Elle s'impliquera aussi dans la mise en place d'une commission électorale indépendante et militera pour un observatoire des élections.

Des mécanismes durables de résolution des conflits inter-ethniques et de la sauvegarde d'un Etat réellement indépendant.

### **- Sur le plan socio-économique et culturel**

Les acteurs de la société civile stigmatisent un Etat économiquement fort doublé d'un changement positif des mentalités et de l'épanouissement moral, intellectuel et culturel.

Cette vision suppose la mise en place d'un programme économique global et cohérent visant le développement intégral et équitable de la RD Congo fondé sur la participation populaire à la relance de l'économie, à la réhabilitation des infrastructures de base, à la lutte contre la corruption et la prostitution, à l'assainissement du milieu, aux revendications syndicales,...La gestion judicieuse des ressources naturelles, la diversifications des sources de revenus de l'Etat et re dynamisation du commerce extérieur constituent autant de défis à relever.

Des initiatives privées et communautaires de développement devront être encouragées, la production augmentée, les emplois créés, le minimum vital garanti, bref les conditions de vie des populations congolaises améliorées. Par l'encadrement et l'éducation des masses, les valeurs culturelles, l'encouragement de la consommation des produits locaux devront être promus.

Des stratégies de réhabilitation du tissu économique, de lutte contre la fraude fiscale, le lobbying économique pour l'annulation de la dette extérieure de la RD Congo devront constituer le cheval de bataille de la société civile.

Aussi, un observatoire des médias, des mœurs, de l'éthique et des droits de l'homme permettra devrait permettre le suivi et l'évaluation du niveau d'avancement du processus de reconstruction du pays et de réhabilitation sociale et morale de la population. Il s'agit aussi bien des droits civiques et politiques que des droits sociaux, économiques et culturels.

## **CONCLUSION**

L'atelier sur la vision de la Société Civile de la Province Orientale sur le changement souhaité en RDC a vécu. Il a permis aux organisateurs d'atteindre les objectifs spécifiques assignés à cette formation. Le mérite du présent atelier aura été l'opportunité qu'il a offert aux participants avec effet multiplicateur, possibilité d'un effet multiplicateur certain au niveau de leurs bases respectives, d'enrichir leurs connaissances sur les enjeux de l'heure de notre pays et de réfléchir un profondeur sur les nouvelles pistes de solution au dénouement de la crise congolaise.

Au fond, l'ordre institutionnel nouveau en RD Congo constitue la préoccupation majeure des acteurs de la SOCIPO qui, au regard de sa propre expérience, une douloureuse expérience, a tiré d'importantes leçons sur les expériences des autres.

Les interventions de notre hôte, Monsieur Cyprien BIRINGINGWA, aussi bien d'autres amis, expériences évoquées lors des débats et au cours de la mise en commun des travaux d'atelier nous ont été d'un grand apport.

En effet, à l'analyse de tous les échanges qui ont eu lieu au cours du présent atelier, le changement souhaité par la société civile de la Province Orientale consiste, comme pour toutes les sociétés civiles du pays, dans la mise en place des institutions démocratiques et dans le choix des animateurs politiques qui incarnent les attentes du souverain primaire, des animateurs dans lesquels la population se reconnaît.

Mais pour y arriver, la SOCIPO croit en un accord inclusif et à la bonne foi des uns et des autres pour son application sans faille. La SOCIPO salue à cet effet la Communauté Internationale et particulièrement les Nations Unies pour tous les efforts qu'elles déploient pour amener les Congolais à enterrer la hache de guerre et pour parvenir enfin à un accord inclusif.

Mais elle reconnaît que les schémas proposés par Monsieur Moustapha Niasse pour l'espace présidentiel en R.D.Congo pendant la transition comprennent beaucoup des germes de conflit. Toutefois, plusieurs tendances se sont dessinées à l'issue des travaux et lors du vote pour départager les uns et les autres, le schéma 1 + 0 a obtenu 10 voix suivi par le schéma 1 + 2 avec 8 voix et enfin le 1 + 4 avec 6 voix.

Enfin, les acteurs de la Société Civile de la Province Orientale recommande à l'issue de ces travaux :

a) Pendant la transition :

une transition pacifique, consensuelle et efficace ;  
que la R.D.Congo reste un Etat unitaire et des droits ;  
le bien-être de la population

Après la transition

un Etat des droits  
un Etat économiquement fort devant permettre l'amélioration des conditions de vie de la population ;  
un changement positif des mentalités et un épanouissement morale culturel de la population.

Pour ce faire, la SOCIPO s'engage à mener des actions concertées de tous ces acteurs pour l'éducation de la base, le lobbying tant à l'intérieur qu'à l'extérieur pour la réconciliation des filles et fils de la RD Congo en vue de l'instauration d'une paix durable, facteur d'un développement endogène et autocentré.

Fait à Kisangani, le 7 septembre 2002.

## **Annexe 1. Calendrier des travaux**

### **Jeudi 5 septembre 2002**

- 8 H 30'** : *Mot de bienvenue par le Président de la SOCIPO*
- 8 H 45'** : *Présentation des participants*
- 9 H 00** : *Présentation de l'atelier et des organisateurs*
- 9 H 15'** : *Communication des aspects logistiques*
- 9 H 30'** : *Mot du Coordinateur de la SYPA*
- 9 H 45'** : *Mot du Responsable du CENADEP/Antenne du Kivu*
- 10 H 00** : *Mot de l'autorité (Vision du RCD sur le changement politique en R.D.Congo)*
- 10 H 30'** : *Cocktail*
- 11 H 00** : *Premier panel : Apport de la Société Civile dans le changement politique souhaité*

**Exposé 1** : *Société Civile : Vision politique souhaitée après le dialogue inter congolais par Faustin TOENGAHO, Secrétaire du Bureau de Coordination de la SOCIPO (30')*

**Exposé 2** : *Mécanismes de participation démocratique de la population pour la matérialisation du nouvel ordre politique par René SILEKI, Coordinateur de la SYPA (30')*

- 12 H 00** : *Echanges et débats*
- 12 H 45'** : *Constitution des groupes de travail*
- 13 H 00** : *Repos et Repas*
- 14 H 30'** : *Travaux en groupes*
- 16 H 00'** : *Mise en commun*
- 17 H 00** : *Synthèse et suspension des travaux*
- 17 H 30'** : *Concertation de l'équipe pédagogique*

### **Vendredi 6 septembre 2002**

**8 H 30'** : *Lecture et approbation du rapport des travaux de la journée du*

**5 septembre 2002**

**9 H 00** : *Deuxième panel : Changement socio-économique et culturel souhaité après le dialogue inter congolais*

**Exposé 3** : *Participation économique : les enjeux et les opportunités pour le peuple congolais par François ZOKA, Président du Groupe Justice et Libération (30')*

**Exposé 4** : *Amélioration d niveau de vie de la population dans le nouvel ordre politique par le Professeur GAKURU de l'UNIKIS (30')*

**Exposé 5 : Le changement socioculturel en R.D.Congo : contours et perspectives par M. Faustin KINZONZOLI, Secrétaire Exécutif d'APILAF et Président du Conseil d'Administration du CRONGD (30')**

**10 H 30' : Pause**  
**11 H 00 : Echanges et débats**  
**12 H 00 : Constitution des carrefours**  
**12 H 30' : Repas et repos**  
**14 H 30' : Travaux en groupes**  
**16 H 00' : Mise en commun**  
**17 H 00 : Synthèse et suspension des travaux**  
**17 H 30' : Concertation de l'équipe pédagogique**

**Samedi 7 septembre 2002**

**8 H 30' : Lecture et approbation du rapport des travaux de la journée du**

**6 septembre 2002**

**9 H 00 : Les stratégies de la Société Civile pour apporter un changement qualitatif souhaité par M. Cyprien**

**BIRINGINGWA**

**du CENADEP**

**9 H 30' : Panel sur ce sujet**

**1<sup>er</sup> Intervenant : Abbé Jean Pierre BADIDIKE, Conseiller du Groupe Justice et Libération sur le Lobbying (20')**

**2<sup>ème</sup> Intervenant : René SILEKI, Coordinateur de la SYPA sur l'Accompagnement et la sensibilisation des populations (20').**

**3<sup>ème</sup> Intervenant : Jean OTEMIKONGO, Directeur du CEPOD sur la Formation et l'éducation de la population (20')**

**10 H 30' : Echanges et débats**

**11 H 30' : Travaux e carrefour**

**12 H 15' : Mise en commun et systématisation de la vision et des**

**stratégies**

**13 H 00 : Recommandations et Rédaction du communiqué final**

**(Synthèse générale des travaux)**

**14 H 30' : Cérémonie de clôture**

**Présentation du communiqué final des travaux**

**Mot des participants**

**Mot du Président de la SOCIPO**

**Mot du Responsable du CENADEP**

**Mot de l'Autorité**

**Cocktail**

**Annexe 3. Equipe d'Experts d'appui et Equipe de la Logistique**

**Cyprien BIRINGINGWA, Coordination de l'atelier**

**Dr. ABISA BOKANGA, Accompagnement à l'ouverture et à la clôture de l'atelier**

**René SILEKI, Intervenant**

**François ZOKA, Intervenant/Modérateur**

**Faustin TOENGAHO, Intervenant**

**Pierre KIBAKA, Rapporteur Général**

**José MUTENDE, Rapporteur Général adjoint**  
**Madame Clémentine KAMOKEYA, Modératrice**  
**Mme Yuma SIFA , Modératrice**  
**Mme SALIMA, Logistique – Cuisine (Aidée par 7 jeunes filles**  
**Monsieur Dismas KITENGE, Intervenant**  
**Monsieur JP BADIDIKE, Intervenant**  
**Prof. GAKURU, Intervenant**  
**Monsieur Faustin KINZOZOLI, Intervenant**  
**Monsieur Jean OTEMIKONGO, Intervenant**  
**Déogratias KIMENYA, Modérateur**  
**Madame Adel SANGALENGE, Secrétaire**  
**Mr SALEH , Chauffeur/Logistique**

#### **Annexe 4. Mots d'ouverture et de clôture**

1. Mot de bienvenue aux participants

**Par Dr ABISA BOKANGA, Président du Bureau de Coordination de la SOCIO**

« VISION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE AU CHANGEMENT SOCIO-POLITIQUE EN COURS EN RD CONGO », Voilà un sujet très actuel et pertinent qui ne peut que sensibiliser au plus haut point toute Congolaise et tout Congolais en cette période particulière que traverse notre pays ; interpellation toute particulière pour la Synergie pour la Paix qui sans détours saisit l'opportunité lui offerte par le CENADEP, Bureau de l'Est de la RDCongo, en réunissant en jour les représentants des composantes actives de la Société Civile présents à Kisangani.

Invitée au partage politique par la vertu de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, la Société Civile de la Province Orientale a participé activement au Pré Dialogue de Gaborone et au Dialogue Inter Congolais à Sun City. La Société Civile est prenante du Dialogue dit inclusif en tant que composante indépendante.

Il est de bonne stratégie et d'impérieuse nécessité qu'à la veille d'une étape importante du processus de paix et de réunification du pays, que la Société Civile d'une façon concertée en son sein, apporte son « grain de sable » à l'édification d'un Etat de Droit respectueux des valeurs humaines et créateur des conditions les meilleurs pour son développement intégral.

La Société Civile salue en toute sincérité la facilitation lui assurée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, partenaire incontournable à la progression pacifique vers la paix.

Le Bureau de Coordination de la Société Civile de la Province Orientale exhorte les participants à l'atelier à des réflexions autour du thème central et promet solennellement à consommer et digérer au bénéfice de la population toute entière

les recommandations et suggestions, fruits mûris par vous, à l'issue des présentes assises sous l'égide de la Synergie pour la Paix.

Que Dieu nous assiste dans cet atelier de Paix, de Partage, de Solidarité, d'Amour et de Développement pour une PAIX DURABLE en RDCongo.

Je vous remercie

## **2.. Mot du Coordinateur de la Sypa**

Monsieur le Président de la SOCIPO,  
Monsieur le Coordinateur du CENADEP,  
Chers Amis Membres du Mouvement Associatif,

Je tiens à remercier le CENADEP pour avoir tenu à réaliser le présent atelier qui jusque-là était un rêve.

Je remercie les participants pour avoir bien voulu se joindre à nous en vue de réfléchir sur la vision de la Société Civile face au changement politique en cours.

En effet, notre pays se trouve dans un grand virage jamais connu dans son histoire.

Des enjeux et défis politiques importants se pointent à l'horizon : la construction de la paix, la mise en place du nouvel ordre politique, le changement du mandat de la MONUC, l'application des accords tant interne qu'externe.

Il se dégage une nécessité d'avoir une vision particulière de la Société Civile en ce moment où la société politique sombre dans une balbutiement politique sans précédent.

J'espère que le présent atelier vous offrira un cadre de réflexion de nature à baliser le terrain pour déboucher à une vision claire de la SOCIPO face au nouvel ordre politique.

Bon travail et fructueux échanges.

*René SILEKI.*

## **3. Mot du Coordinateur du CENADEP/Antenne du Kivu à l'ouverture de l'atelier des acteurs de la société civile de la Province Orientale**

Monsieur le Maire de la Ville de Kisangani (empêché)

Monsieur le Président du Bureau de coordination de la société civile de la Province Orientale,

Madame la Responsable de la section Droits de l'Homme au sein de la Monuc en Province Orientale,

Monsieur le Coordinateur de la SYPA

Mesdames et Messieurs de la presse

Mesdames et Messieurs du mouvement associatif,

Chers collègues,

En ce moment où s'ouvrent les travaux du séminaire atelier sur « **La vision de la société civile face au changement socio-politique en cours en République Démocratique du Congo** », je voudrai, au nom de l'organisation que je représente, en l'occurrence le Centre National d'Appui au Développement et à la Participation

Populaire, m'acquitter d'un agréable devoir ; celui de remercier en premier lieu l'autorité urbaine de Kisangani pour avoir accepté officiellement la tenue de ces assises ; signe d'une ouverture au débat sur les questions d'intérêt général ; en second lieu, les collègues de la société civile pour la sympathie, l'accueil chaleureux me réservés et surtout pour s'être approprié l'organisation et l'animation de cet atelier ; en fin remercier tous les participants pour avoir accepté de suspendre momentanément leurs activités quotidiennes pour apporter leur contribution à notre réflexion de ce jour. Je remercie également le Responsable du centre de Pastoral pour ce magnifique cadre mis à notre disposition.

La présentation de l'atelier ayant été faite par le Modérateur, la substance moelle de mon intervention sera axée sur la présentation du CENADEP/Antenne du Kivu, étant entendu que pour nombreux d'entre nous, c'est la première fois d'entrer en contact avec cette organisation.

### **PRESENTATION DU CENADEP**

Le Cenadep ou Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire est une organisation d'envergure nationale établie à Kinshasa depuis les années 1999 et dont l'une des approches sur le terrain consiste à travailler avec des antennes à travers le pays, notamment au Kivu (Bukavu), Moanda, Mbandaka, Likasi et Mbuji Mayi et bientôt Kisangani afin de lui permettre de réaliser sa mission aux côtés des population à la base et des acteurs de la société civile agissant en province.

Le Cenadep a pour but d'assurer un appui et accompagnement des groupes, des associations et des initiatives locales aussi bien privées que communautaires, tant en milieux ruraux qu'urbains, afin de promouvoir l'auto développement. Il veut particulièrement repérer ou susciter des initiatives et des innovations populaires capables de promouvoir un développement endogène et communautaire ; apporter aux initiatives locales de développement un appui direct ou indirect dans les domaines de financement, consultation et appui technique en gestion et en organisation ; assurer la formation au développement à la base ; soutenir des activités d'échange et d'information pour permettre aux initiatives locales de développement, aux acteurs du mouvement associatifs et aux organisations d'appui de se rencontrer et de mener des actions communes ; encourager le travail en réseau pour permettre la réalisation des programmes communs, d'accroître l'impact et de promouvoir le développement local, national et régional ; travailler pour la promotion de la coexistence pacifique entre communautés, des droits humains et l'instauration d'une paix durable et intégrale en République Démocratique du Congo.

Le travail du Cenadep se réalise à travers 3 grands axes à savoir :

Développement durable et Environnement : Il s'agit de contribuer à la lutte contre la pauvreté par la création du revenu en milieu rural et urbain en apportant un appui aux projets à caractère économique et promouvoir l'environnement humain. Ce volet se réalise en collaboration avec des réseaux sectoriels qui permettront de renforcer la société civile dans la lutte pour influencer les décisions gouvernementales sur les politiques sectorielles de développement en faveur de la population congolaise.

Démocratie et bonne gouvernance : Le Cenadep veut contribuer à la lutte contre la dictature et les conflits. Il s'agit particulièrement de mener des actions de promotion à la paix, de cohabitation pacifique et harmonieuse et appuyer la participation des populations dans la gestion des entités administratives décentralisées et d'appuyer le plaidoyer pour la promotion et la défense des droits et libertés de l'homme.

Education au développement et plaidoyer pour les politiques alternatives de développement. En effet, face aux mécanismes et politiques qui freinent le développement des communautés de base, l'action du Cenadep entend contribuer à influencer les politiques de développement pour orienter les décisions et les moyens en direction du peuple congolais. Il s'agit de mener des analyses et des actions de lobbying en ce qui concerne la politique internationale de développement, notamment la mondialisation et le commerce international ; de critiquer la politique africaine de développement (Union Africaine et Nouvelle initiative africaine ; l'intégration régionale et la coopération bilatérale ainsi que la politique nationale et provinciale de développement.

Pour la période allant de 2002 à 2004, les priorités de notre organisation se résument comme suit :

Dans le domaine du développement durable et de l'environnement, le programme d'animation urbaine PAU réalise des enquêtes participatives dans les communes sur des problématiques socio-économiques, accompagne des micro entreprises, soutien l'émergence des réseaux sur l'animation urbaine et mène des campagne contre l'insalubrité.

Dans ce même volet, le Programme d'animation rural PAR appuie l'émergence des réseaux agricoles, assure la formation en accompagnement méthodologique des initiatives d'agriculture périurbaine, assure l'information dans les milieux ruraux, notamment l'appui à la circulation des informations sur les expériences de développement agricole (La voix du paysan congolais), et la mise en route d'une radio éducative communautaire.

Le Programme de Démocratie et Bonne gouvernance PDBG s'atèle à trois sous axes prioritaires :

L'accompagnement de la société civile pour le renforcement de la paix et de la démocratie en RDC par l'appui à un pool d'expertise avant, pendant et après le dico, la formation du leadership de la société civile en technique de plaidoyer, la dissémination de l'information sur le dico et le processus de paix, la médiation locale des conflits communautaires.

S'agissant particulièrement du dico, le CENADEP a joué un rôle de premier rang par sa participation aux différentes concertations nationales, notamment à l'atelier d'harmonisation du cahier de charges, tenu au Centre Thérésianum de Kinshasa, du 7 au 14 octobre 2001. Aussi, du 18 au 25 janvier 2002, le CENADEP a conduit une mission en vue de la préparation de la rencontre d'Addis Abeba. Il s'est agi d'une mission exploratoire visant à rechercher des facilités de travail de la société civile congolaise à Addis Abeba durant le Dico. Tout au long du déroulement des travaux de Sun City, le CENADEP s'est investi dans l'organisation et la supervision du secrétariat technique des experts de la société civile au Dico. Du 10 au 12 juin 2002, l'antenne du Cenadep au Kivu a organisé à l'attention des acteurs de la société civile

de l'Est de la RD Congo un atelier sur les Leçons à tirer du dico et les perspectives pour une transition démocratique en RD Congo.

L'appui à la participation dans la gestions des entités administratives publiques

Le renforcement des capacités des associations et des communautés de base à promouvoir les droits de l'homme et la citoyenneté responsable par la formation des ONGDH en planification et administration, la mise en réseau électronique des ONGDH et l'appui aux groupes de base.

Le Programme d'Education au Développement et Plaidoyer pour les politiques alternatives de développement travaille sur deux orientations : D'abord l'éducation populaire au développement : assure l'appui à une table ronde mensuelle d'analyse et de plaidoyer sur le développement des provinces, la capitalisation des expériences de développement, la campagne annuelle d'éducation populaire au développement ; en suite le Plaidoyer pour les politiques alternatives de développement à travers le lobbying pour la participation des populations dans les débats et décisions de l'union africaine, la sensibilisation, participation et lobbying sur la nouvelle initiative africaine, la participation aux débats internationaux sur le développement du Congo (les sociétés privées et coopération internationale) et le commerce international.

Comme on peut le constater, la méthodologie de travail du Cenadep se résume en appui technique et méthodologique, en appui financier direct et indirect (crédit), en formation et information, en plaidoyer et travail en réseau / en synergie.

Son action s'adresse particulièrement à la population organisée dans les associations de base, aux animateurs et leaders de la société civile, aux dirigeants des entités administratives décentralisées, aux décideurs nationaux et internationaux des politiques de développement.

Les travaux de ce jour devraient permettre aux acteurs de la société civile de la province orientale, à l'instar des autres provinces, de faire le diagnostic de leur propre situation sur tous les plans de la vie et de dégager leur vision sur laquelle devront se fonder des actions futures capables de favoriser l'émergence d'un développement réellement endogène et participatif afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Aussi, participent-ils ainsi à la capitalisation de la vision de la société civile congolaise face au changement sociopolitique en cours en RD Congo.

Je vous remercie

Fait à Kisangani, le 4 septembre 2002

Cyprien BIRHINGINGWA MUGABO

Coordinateur du CENADEP/Antenne du Kivu

#### **4. Mot du Coordinateur du CENADEP/Antenne du Kivu à l'occasion de la clôture de l'atelier des acteurs de la société civile de la Province Orientale.**

Monsieur le Maire de la Ville de Kisangani,

Madame la Responsable de la section Droits de l'Homme au sein de la Monuc en Province Orientale,

Monsieur le Président du Bureau de coordination de la société civile de la Province Orientale,

Mesdames et Messieurs du mouvement associatif,

Distingués invités,  
Chers collègues,

Nous voici au terme de travaux du séminaire atelier portant sur « la vision de la société civile face au changement sociopolitique en cours en R.D.Congo », organisé par le Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire « CENADEP » à travers son antenne du Kivu en collaboration avec la Société civile de la Province Orientale, du 5 au 7 septembre 2002 au Centre de Pastoral de l'Archidiocèse de Kisangani.

A cette occasion, au nom du CENADEP dont j'ai eu l'honneur de représenter à ces importantes assises, je voudrai me dire particulièrement ravi de l'ouverture d'esprit, de la forte implication et de la participation active qui ont caractérisé tous les participants, signe que un tel atelier constituait à la fois un défi et une nécessité pour les acteurs du mouvement associatif de la Province de Orientale.

Aussi, vous avez fait preuve de responsabilité digne de fils de ce pays au vu de la situation actuelle. Les uns et les autres ont dû surmonter les divergences majeures construites pour la plus part sur ce qu'on peut appeler « intérêts pratiques » des communautés particulières pour vous accorder sur la défense des « intérêts stratégiques » de la nation toute entière, non seulement pour donner plus de chance de réussite aux travaux ni de faire plaisir aux organisateurs, mais témoigner votre engagement et votre ferme volonté d'œuvrer pour l'intérêt de la population ; balayant ainsi et sans équivoque toute ma crainte de départ que j'ai eu à ressentir lors des différentes concertations formelles et informelles qui ont précédé la tenue de cette rencontre.

Eu égard à ce qui précède et au vu de l'important rôle que les acteurs de la société civile sont appelés à jouer aux côtés des populations congolaises, je reste convaincu que cet atelier a jeté les bases pour la Province Orientale d'une concertation permanente, d'une collaboration franche et d'une confiance mutuelle entre acteurs, de peur que les résolutions prises ne restent mortes ; mais bien plus qu'elles permettent une redéfinition des nouvelles stratégies pour le renforcement de la société civile au niveau de la Province.

Je recommande donc que cet atelier soit le fondement, le point de départ d'une réconciliation sincère entre acteurs du mouvement associatif de Kisangani et qu'il leur permette de se souder, de se soutenir mutuellement face aux enjeux actuels et futurs. Les résolutions issues des réflexions de certains carrefours ont été on ne peut plus claires à ce sujet. Saisissez donc la balle au bon et allez tous en avant.

Il y a lieu donc de vaincre le démon de la distraction et de mobiliser toutes les énergies, les ressources tant internes et qu'externes pour mieux affronter les différents défis évoqués au cours de nos travaux (la pauvreté, la communication, l'enclavement, la résolution des conflits, la bonne gouvernance, la scolarisation,...) en vue de la contribution à l'amélioration du bien être social.

Quant à ce qui concerne le CENADEP, nous nous engageons résolument à accompagner le processus d'une société civile forte dans la Province Orientale par

l'ouverture d'une Antenne devant travailler de concert avec l'Antenne du Kivu et le siège.

Chers Collègues,

Il ne me reste plus qu'à vous remercier et à souhaiter à chacun de vous bon retour en famille avant de nous excuser pour les quelques imperfections éventuelles d'ordre organisationnel que vous aurez eu à constaté, sachant qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite.

Encore une fois je vous remercie.

Fait à Kisangani, le 7 septembre 2002  
Cyprien BIRHINGINGWA MUGABO  
Coordinateur du CENADEP/Antenne du Kivu

5. Mot des participants à l'occasion de la clôture de l'atelier des acteurs de la société civile de la Province Orientale

Par le Révérend Victor BAENGENGA, Vice-Président Provincial de l'ECC

A Monsieur le Responsable du CENADEP/Antenne du Kivu  
A Monsieur le Président de la SOCIPO,  
A Monsieur le Coordinateur de la SYPA  
Aux heureux Participants,  
Mesdames et Messieurs.

Nous avons été privilégiés de vous présenter ce mot qui engage tous les participants.

Nous le commençons par le chapitre de remerciements :

d'abord à Dieu notre créateur, qui a répondu favorablement à nos prières en arrêtant la pluie pendant 3 jours de nos assises ;

ensuite aux organisateurs, particulièrement à Monsieur Cyprien BIRHINGINGWA, Coordinateur du CENADEP, qui s'est déplacé de Bukavu à Kisangani, pour organiser cet atelier, en collaboration avec la SOCIPO ; signe donc de franche collaboration ;

nous remercions enfin deux catégories ci-après :

d'abord les intervenants, qui nous ont épaté de leur manière quelques humoristique. Ils ont su combler quelques vides culturels qui faisaient encore défaut chez les participants que nous sommes ;

ensuite, le service impeccable de restauration qui nous a présenté 3 jours durant, les repas délicieux et appréciables.

Cet atelier reste et restera marqué en lettre d'OR dans l'esprit de tous les participants.

Nous souhaitons que ces genres d'ateliers se tiennent périodiquement pour armer les leaders de la Société Civile Congolaise de matières d'encadrement dans le domaine de l'accompagnement et de la sensibilisation de la population.

Nous souhaitons également que les connaissances acquises pendant cet atelier trouvent son impact dans l'action des animateurs de la Société Civile de notre Province.

Le dernier souhait est celui de demander aux organisateurs de cet atelier de compléter l'aspect logistique par la remise à chaque participant, et comme document de référence, le texte de l'exposé de Monsieur Faustin TOENGAHO sur le Dialogue Inter Congolais.

Que vive la Société Civile de la République Démocratique du Congo

Que vive à jamais les acquis de l'atelier de la Société Civile en cours en République Démocratique du Congo. Je vous remercie.

## **Annexe 6 : Exposés présentés à l'atelier**

### **1. Participation économique : Les enjeux et les opportunités pour le peuple Congolais**

Par François ZOKA, Président du Groupe justice et Libération

#### Diagnostic

##### Une économie de pillage

On pourrait bien se demander quels avantages les citoyens Congolais ont pu tirer des ressources naturelles de leur pays depuis l'indépendance, en 1960, ou depuis l'époque où le Congo était la propriété du Roi de la Belgique, Léopold II. Les empereurs et leurs hommes demain changement, mais leurs sujets n'ont pas encore été avantagés.

L'Etat Libre du Congo était une propriété personnelle de Léopold II, le roi de la Belgique, des années 1880 à 1908, lorsque les atrocités commises sous sa direction ont forcé le gouvernement belge à prendre les commandes et à transformer le Congo en une colonie officielle.

Si la Belgique a construit des infrastructures au Congo, l'on ne peut pas oublier que le type d'économie qui a été en vigueur fait une économie extravertie dont la substance a servi les caisses du royaume. Le Congo a servi de réservoir des matières premières acheminées à l'étranger pour transformation. Ce faisant, le colonisateur a financé, grâce au Congo, son emploi interne. Néanmoins, la politique du paternalisme a fini par atténuer ce pillage organisé par la mise en place des infrastructures routières et sanitaires qui permirent au Congo lui de jouir d'un niveau de vie appréciable.

En 1960, le Congo a obtenu son indépendance. Un coup d'état et la dissension interne ont officialisé le pouvoir que Joseph Désiré Mobutu exerçait déjà. Mobutu a dirigé l'un des gouvernements les plus corrompus du moment durant trois décennies.

Le Zaïre a survécu en tant qu'entité grâce surtout à l'exportation des ressources naturelles. Des prix mondiaux élevés pour les produits de base ont contribué à faire augmenter le PIB entre 1968 et 1974, mais cette tendance s'est renversée après 1975 en révision de la chute des prix du cuivre et du café, et à cause du programme de « Zaïrianisation ».

Pour maintenir les recettes de l'Etat, Mobutu comptait sur la production de cuivre de la Gécamines mais ses politiques destructives sur le plan économique ont commencé à franger puis à paralyser l'économie vers la fin des années 1980.

En 1985, l'économie Zaïroise avait reculé jusqu'à ses niveaux d'avant l'indépendance <sup>(1)</sup>. En 1985, le cuivre constituait 39 pour cent des revenus d'exportation, le cobalt 14 pour cent et le diamant et le café, 11 pour cent chacun <sup>(2)</sup>.

La production du cuivre par la Gécamines, qui a culminé à 550.000 tonnes en 1975, a chuté à 200.000 tonnes au début des années 1990<sup>(3)</sup>. La société a produit moins 650.000 tonnes en 1993. La Gécamines est la principale source de recettes d'exportation de l'Etat, fournissant environ 70% des devises étrangères au pays, mais au milieu de 1993, elle ne fournit plus rien <sup>(4)</sup>. La société a commencé à fonctionner à perte, puis fait faillite <sup>(5)</sup>. A la fin du règne de Mobutu, la production du cuivre de la Gécamines n'est que de 37.700 tonnes <sup>(6)</sup>.

Les institutions internationales de prêt ont joué un rôle significatif en protégeant Mobutu malgré cette débâcle économique. Le FMI, qui avait quitté le Zaïre en 1978, y est retourné en 1983 et versé la somme de 1,3 milliard de USD en 5 ans <sup>(7)</sup>. Les revenus tirés des exportations et de l'aide étrangère suffisant pour permettre à Mobutu de conserver son autorité et d'entretenir un vaste réseau de favoritisme.

Mobutu a mis au point un système de gouvernance où le favoritisme et la corruption empêchent la dissension. Il a asphyxié les structures administratives, favorisant la stagnation économique et, en bout de ligne, la charte du pays.

L'AFDL de Laurent KABILA renverse le régime de Mobutu en 1997. Le convenu régime instaure rapidement son propre système de gouvernance totalitaire, cependant, reportant la réforme démocratique et imposant peu à peu des politiques financières destructives visant à procurer des revenus à ses amis et partisans.

Héritant d'une économie officielle qui avait cessé de fonctionner, Kabila s'intéresse sans tarder aux diamants. Il a signé, déjà en 1996 alors rebelle, un contrat avec America Mineral Fields pour l'exploitation des formidables résidus de minerai contenant du cobalt à Kolwezi. América Mineral Fields ouvre un centre d'achat de diamant « American Diamond Buyers » à Kisangani.

En février 1998, l'administration de Kabila fixe à 25.000\$ le minimum de cautionnement à payer pour la commercialisation des diamants par les comptoirs. Les étrangers sont interdits d'accès aux régions minières en 1999 et le commerce de

---

<sup>1</sup> « Zaïre : EIU News Analysis B Country updateé, Economist Intelligence unit, 1995, extraits de Renters Business Briefing, le 8 mars 1995.

<sup>2</sup> « Zaïre : official diamond export figures reflect stronger world market conditions and limited benefits of economic recovery programme" »Gas Daily risk Monitor, 24 octobre 1986, extrait de Renter Business

<sup>3</sup> Wrong, Michela « zaïre : Cooper B. Gecamines, un likely to meet 50,000T target », Renters News, Service, 13 avril 1994.

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> «Zaïre : Belgian companies decide on their future tendencies, 28 janvier 1993, extraits de Renters Business Briefing.

<sup>6</sup> Economist Intelligence Unit, R.D.C., troisième trimestre de 1998 ; production en 1997.

<sup>7</sup> Reno, William « Sovereignty and personal Rule in Zaïre », Web. Africa.ufl.cadre/asq/v1/3/4.htm, accessed 20 august 2001

diamant est déplacé vers Kinshasa pour un contrôle plus étroit du gouvernement. Le gouvernement révoque tous les permis d'achat de diamant détenus par les comptoirs. Seuls les Congolais peuvent faire une nouvelle demande et on leur demande de vendre leurs produits par l'entremise de la Bourse Centrale (Bourse Congolaise des matières précieuses ou BCMP) ouverte à Kinshasa en avril 1999. La bourse exige des droits d'adhésion de trois millions abruptement en 1999 en raison des craintes et de l'aversion que fait maître la nouvelle réglementation, surtout les règlements sur les devises étrangères (vente en monnaie locale et non détention des USD), dont la violation peut entraîner la peine de mort.

La conséquence de ces mesures ne devait pas tarder à se présenter. En effet, au cours des 19 mois qui ont suivi la prise de pouvoir par l'AFDL, entre juin 1997 et décembre 1998, les achats de diamants ont été de l'ordre de 599 millions de USD. Les exportations au cours de 19 mois entre janvier 1999 et juillet 2000 (après révocation des permis des comptoirs) ont été évalués à 291,1 millions de USD. Cela représente un déficit de plus de 300 millions USD ou 51%.

### Un énorme potentiel en richesses naturelles

Le Congo se glorifie d'avoir les plus riches dépôts de cobalt au monde, la plus grosse réserve de diamant et les cinquièmes plus importants dépôts de cuivre.

De ces trois produits, seul le diamant rayonne. En effet, les diamants constituent la forme de monnaie la plus forte : ils sont relativement faciles à extraire et à transporter, ils conservent leur valeur ; et ils sont accessibles à tous les signets de la population.

Les diamants représentent un pilier important de l'économie parallèle au Congo qui a cessé d'exister en tant que pays viable. Ils représentent aussi des possibilités considérables qui pourraient contribuer grandement au développement national et régional.

De Beers a acheté au début des années 1990 la pierre de laquelle on a taillé la MILLENIUM STAR, pris à Mbuyi Mayi, au Congo, à un prix que la rumeur évalue à 400.000£. il a fallu 3 ans aux tailleurs de diamant de la société pour lui donner sa forme, à l'aide rayon Laser. Il en sorti le seul diamant piriforme de 203 carats au monde qui soit sans défaut à l'intérieur comme à l'extérieur.

De Beers a créé la collection (Millenium) de façon à symboliser les espoirs et les sèves du monde face à l'avenir <sup>(8)</sup>.

On a publié que ce diamant au prix inestimable avait été acheté dans un pays maintenant affligée par une guerre qui est le résultat de décennies de mauvaise administration, de corruption et d'exploitation par les instances gouvernementales ainsi que des intérêts commerciaux et stratégies étrangers.

Personne non plus n'a remarqué que la RDC était au rang de 10 gros producteurs de diamants au monde mais demeurait l'un des pays les moins développés <sup>(9)</sup>.

---

<sup>8</sup> [WWW.adia.mondisforever.com/fewely/famous-star.html](http://WWW.adia.mondisforever.com/fewely/famous-star.html), 7 janvier 2001. Le site est commandité par la De Beers Diamond Trading Company.

L'appauvrissement de l'Afrique centrale, les bouleversements sociaux et la guerre sont intimement liés à l'exploitation coloniale et à la violence ainsi qu'à la corruption persistante et aux méfaits de l'Etat qui ont suivi le mouvement de l'indépendance.

L'avidité du commerce des esclaves, le colonialisme et la gouvernance post-indépendance ont légué à la région un héritage de manipulation ; les personnes ont été traitées comme des sujets plutôt que comme des citoyens.

Dans le contexte de la corruption, de l'effondrement économique et des conflits militaires croissants, l'économie parallèle (dont le diamant est un pilier) a servi les assoiffés des pouvoirs et leurs parrains tout en permettant à de milliers de mineurs de survivre.

### Enjeux et opportunités

#### Défis

La triste et longue histoire du Congo en matière de mauvais gouvernement, de corruption et de pillage par des étrangers ne semble pas vouloir se terminer bientôt.

Le défi le plus grand est la lutte contre la pauvreté.

D'après le rapport sur le développement humain établi par le PNUD, le Congo figure au 152 rang des 174 pays de l'Indicateur du Développement Humain (IDH) avec 0,430 sur un maximum théorique de 1.

L'IDH est calculé chaque année depuis 1990 afin de déterminer les avancées générales des aspects fondamentaux du développement humain à l'aide d'un indicateur comprenant plusieurs éléments et de procéder ainsi à un classement des pays.

Ces éléments ont trait à la longévité de la vie, au savoir et aux conditions de vie.

La pauvreté est subséquente à un certain nombre de contraintes qui pèsent sur l'économie Congolaise. Il s'agit :

Faiblesse du PIB

Prépondérance des activités de survie

Urbanisation croissante

Exiguïté du revenu fiscal

Faiblesse des investissements

Démonétisation de l'économie

Faillite généralisée des entreprises publiques.

#### Opportunités

#### Echanges Sud-Sud

---

<sup>9</sup> PNUD, Rapport Mondial sur le développement humain 2000.

Le développement des échanges Sud-Sud est un élément essentiel pour l'alternative. Il doit être lié à une déconnexion partielle par rapport au marché mondial dominé par les multinationales et les pays les plus industrialisés. Cette déconnexion partielle nécessite pour les pays de la périphérie de recourir à des mesures protectionnistes afin de développer leur marché intérieur et d'améliorer les conditions de travail des salariés et des petits producteurs.

### Enorme potentiel des richesses

L'énorme potentiel des richesses du Congo est un atout à capitaliser pour promouvoir le développement économique pour autant que les responsables politiques mettent en avant l'intérêt de la communauté nationale. L'exploitation de ces ressources doit répondre à des règles de transparence pour que les revenus générés servent effectivement le développement.

### Nouvelle Initiative Africaine

La Nouvelle Initiative Africaine allie avec harmonie la bonne gouvernance politique, économique et sociale. Ce plan accorde un important rôle crucial à la mise en place de regroupement économique sous-régionaux.

Or, l'on sait que le développement de l'Afrique doit partir du Nigeria, de l'Afrique du Sud et du Congo. Le Congo joue ainsi un rôle de catalyseur pour le développement de l'Afrique Centrale.

### Environnement international

Plus qu'avant, l'environnement politique de la crise Congolaise s'est éclaircie avec la volonté affichée de mettre fin à la guerre. Le Congo doit saisir cette opportunité pour réhabiliter d'abord son économie à travers un plan d'urgence avec de consolider la situation plus tard.

### **Solutions alternatives**

A la lumière de ce qui précède, pour la construction d'un développement endogène, nos réflexions devront s'orienter vers les pistes ci-après :

La structure de l'économie du pays. Le pays a toujours été un réservoir des matières premières dont le cours est déterminé par le marché international.

La diversification des produits d'exploitation. En sus de l'exploitation minière, penser à élargir sur d'autres produits l'éventail des rentrées des devises.

La mécanisation de l'agriculture, son adéquation avec le développement industriel.

Le rôle de l'Etat dans l'activité économique à côté ou avec les autres acteurs sociaux à l'instar des ménages, les firmes, les ONG...

La privatisation du portefeuille de l'Etat.

Le rôle du secteur privé comme moteur de la croissance économique.

Les mesures d'urgence pour réhabiliter l'économie.

Le rôle de l'administration dans le développement.

La problématique de la dette extérieure.

L'usage des outils de gestion macro-économique comme le budget, la planification, les stratégies...

Cet ensemble de préoccupations devra être présentes à notre esprit pour la systématisation des stratégies de la société civile pour une nouvelle vision économique de la société prenant en compte des attentes des communautés de base.

## **2. Amélioration du niveau de vie de la population dans le nouvel ordre politique**

Par le Professeur GAKURU SEMACUMU de l'UNIKIS

### **INTRODUCTION**

Nous avons lu il y a environ deux ans un document disant que les guerres inter ethniques que nous connaissons en Ituri et qu'on a connu à Masisi et les diverses rébellions actuelles tirent leur origine dans la pauvreté. Généralement la pauvreté se traduit par l'exclusion du pauvre sur le plan politique, de l'éducation, de l'alimentation, de la propriété, de la justice, ... La réaction du pauvre vis-à-vis de cette situation est la révolte, l'agression en celui qu'il considère comme riche.

La pauvreté n'est pas un choix et ne résulte pas de la paresse. Personne ne choisit d'être pauvre et encore moins miséreux <sup>(10)</sup>.

Actuellement le programme de lutte contre la pauvreté est à la une dans toutes les organisations non gouvernementales.

Dans une enquête effectuée auprès de quelques étudiants de l'Université de Kisangani, en vue d'identifier les problèmes se posant dans leurs familles, ils ont cité : la faim, un taux élevé de mortalité par manque des soins appropriés, la scolarisation, l'analphabétisme, l'insécurité, la liberté d'expression non garantie, la géopolitique, l'inconscience, l'assainissement du milieu, le chômage, le mépris des droits de l'homme, etc.

En fait, ce sont là les caractéristiques d'un pays sous-développé et pauvre.

Comment en sommes nous arrivés à cet état quand on sait que le Produit Intérieur Brut du Congo avoisinait celui du Canada <sup>(11)</sup> à la veille de l'indépendance en juin 1960 et que le Produit Intérieur Brut par habitant était de 350\$ équivalent à celui de l'Afrique du Sud ?

Sans nul doute, nous sommes tous responsables de la situation que nous connaissons. En effet, à la confiscation du pouvoir et des richesses du pays par la dictature Mobutienne, le peuple a répondu par la passivité, l'attente, le mutisme et la peur<sup>(12)</sup>.

---

<sup>10</sup> FREIRE P. Education contre la pauvreté, pour les pauvres ou avec les pauvres ? Annales du CERIS, n°2, 1992 pp.28 – 32.

<sup>11</sup> SENGI B.L. : Les conditions préalables pour le redressement économique de la R.D.C., T.P. Théories de développement, D.E.S.n 1998 – 1999.

<sup>12</sup> Anonyme : Education à la Démocratie, Mbegu n°22, Lubumbashi, 1987.

L'avènement du nouvel ordre politique démocratique voulu par la population devrait être salutaire car avec GUY VERHAGEN (<sup>13</sup>) nous reconnaissons qu'il y a un lien entre la démocratie et le développement.

En effet, l'expérience vécue sous Mobutu nous a montré que la dictature entraîne nécessairement une corruption généralisée des mentalités conduisant à la démobilisation des fonctionnaires. Politisée à outrance, l'administration est pétrifiée par le « militantisme » et l'attentisme, et rangée par la corruption, l'irresponsabilité croissante, qui peut aller jusqu'à la paralysie des services. Le principal critère de promotion est non pas l'efficacité, la compétence et l'honnêteté dans la gestion du bien commun, mais le militantisme au service du parti et les bonnes relations de parenté ou d'amitié.

La dictature démobilise aussi les hommes d'affaires. En effet, face à l'incertitude du lendemain (tout le monde s'attend à ce que la population frustrée dans ses droits explose), la bourgeoisie nationale contaminée par l'esprit bureaucratique pesant et la recherche facile de profits, elle ne se développe pas en bourgeoisie économique, elle cherche des investissements de type spéculatif au détriment des investissements productifs à long ou moyen terme, si nécessaires au développement du pays.

Enfin, la dictature démobilise les intellectuels. Les régimes autoritaires ne supportent pas la critique et interdisant toute réflexion ou discussion qui mettrait en cause le système existant, si profitable au groupe au pouvoir. L'intellectuel vit dans un sentiment d'inutilité et de frustration.

Dans un régime démocratique il règne la liberté de penser et d'entreprendre, le respect de la personne humaine, de ses droits et ce régime promeut la créativité.

Avant d'entrevoir ce que pourrait être le niveau de vie dans le futur ordre politique démocratique voyons d'abord la situation actuelle.

## SITUATION ACTUELLE. LES INDICATEURS DE NIVEAU DE VIE

### 1<sup>er</sup> indicateur : le Produit Intérieur Brut ou la production

Il n'est un secret pour personne que la production en R.D.Congo a chuté. La production agricole : les gens ne mangent plus à leur faim. Les exportations des produits agricoles, même des produits miniers ont chuté. Quant à la production industrielle ; beaucoup d'usines ont été pillées en 1991 – 1993 conduisant ainsi un nombre élevé de travailleurs en chômage. Faute de pouvoir d'achat de la population, voyez ce que sont devenues la SOTEXKI, la SORGERI et bientôt la BRALIMA. Les guerres ont détruit l'AMEXBOIS, la FORESTIERE, ... et tant d'autres.

Notez qu'actuellement le P.I.B./habitant dans notre pays est de 110\$ pendant qu'il est de 330\$ en Zambie, 220\$ pour la Tanzanie. De 174 pays inventoriés en 1998, nous sommes les avant derniers avant l'Ethiopie qui possède un PIB/habitant de 100\$.

---

<sup>13</sup> VERHAGEN G. Démocratie et Développement. Zaïre-Afrique n°266, 1992.

## 2<sup>ème</sup> indicateur de consommation alimentaire

Non seulement nous manquons la quantité de nourriture mais aussi la qualité. Combien d'enfants, d'adultes mal nourris ne rencontrons-nous pas chaque jour. Les personnes qui visitent les pays voisins : l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie,... rapportent que toute personne, toute manœuvre dans ces pays-là est capable de se payer 3 repas du jour. Pendant que chez nous beaucoup de familles connaissent le délestage des repas : un groupe d'enfants prend un repas les jours pairs et l'autre ; les jours impairs.

Evidemment manger de la viande, du poisson, des haricots est un grand luxe. Or, ces sont là des aliments qui apportent des protéines nécessaires à la bonne croissance.

## 3<sup>ème</sup> indicateur : le taux de mortalité

Actuellement on enregistre une forte augmentation du taux de la mortalité tant d'enfants d'adultes. En effet, combien des familles permet de se payer une cure de chloroquine pour combattre le paludisme. Il va de soi que les gens mènent jeune par manque des soins et à cause des différents stress liés aux diverses questions sans réponse : que manger aujourd'hui, demain ?

Où trouver de l'argent pour payer les frais d'études,... Ces stress occasionnent généralement l'hypertension et diverses maladies cardiaques.

On notera aussi que les infrastructures hospitalières laissées par les belges se sont détériorées et on peut aussi constater qu'on a pas assez d'infirmiers et de médecins. Un pays comme la Belgique, il existe un médecin pour 400 habitants et pour notre pays, un médecin pour environ 20.000 habitants.

## 4<sup>ème</sup> indicateur : la scolarisation et l'analphabétisme des adultes

***Aujourd'hui chez nous le taux de scolarité qui étant presque de 100% au niveau primaire dans les premières années de l'indépendance est tombé à 35%. Est-ce nous nous demandons que vont devenir le 65% d'enfants qui ne vont pas à l'école ? Est-ce que nous nous demandons que vont devenir les enfants de rue ? N'est-ce pas une société explosive que nous préparons ?***

## 5. Autres indicateurs de niveau de vie

Il existe d'autres indicateurs de niveau de vie : nombre de voitures, de téléphones, de téléviseurs, de radios, d'ordinateurs par 1000 habitants par exemple.

Tout le monde sait que Kisangani est réputé pour ses taxis-vélos dits « Toleka ». La presque inexistence des routes et l'insuffisance du charroi automobile dans notre pays est connu. Nous sommes revenus à la période de Stanley. Quand vous vous trouvez quelque part et que vous dites qu'à Kisangani on ne trouve que deux ordinateurs reliés à l'Internet, on rigole,...

On notera que notre pays, la République du Congo se trouve depuis 1991 sur la liste non prestigieuse des 48 pays les moins avancés du monde (P.M.A.). Notez que les

pays comme le Kenya, le Zimbabwe, le Congo/Brazzaville, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Namibie et tant d'autres n'y figurent pas. Le Botswana qui y était inscrit quand le PNUD a conçu cette liste pour la première fois en 1971 est parvenu grâce à ses efforts à en sortir.

Que faire, devons-nous être pessimiste quant à notre sort ?

L'espoir fait vivre dit-on.

Voyons les conditions pour le redressement de l'économie Congolaise et le développement durable.

#### CONDITIONS DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La première condition, c'est :

d'abord la paix. Sans la paix pas de développement ; il faudrait, une cohabitation pacifique de toutes les tribus ;

ensuite, une volonté politique de la part des autorités du pays ; il faudrait une volonté politique constructive et éclairée, afin de permettre la canalisation de toutes les initiatives économiques tant publiques que privées ;

La troisième condition : la bonne gouvernance : la méritocratie doit, caractériser notre système de gestion. Il faut des hommes qui conviennent à la place qu'il faut.

La quatrième condition : les projets de développement devraient être conçu, planifié et exécuté par la base ; sinon la base risque d'être partie non prenante.

A ce sujet nous allons nous attarder sur un exemple concret : en tant qu'animateur j'avais participé à une séance d'identification des besoins par les habitants d'une paroisse située à la périphérie de la ville de Kisangani ; la parvine Regina MUNDI située à 20 km sur l'ancienne route Buta. Les habitants avaient identifié leur premier problème comme étant la route, le second ; le manque de centre de santé. Eux-mêmes, ils ont programmé les activités avec les ressources, dont ils disposaient pour résoudre le premier problème identifié.

Ils ont demandé une petite aide extérieure pour acheter quelques planches, et quelques clous.

Et bien, la route avait été réparée les ponts ont été aussi refaits à l'aide des châssis de véhicule et des troncs de palmier à huile par la population elle-même qui se trouvait enclavée.

Nous pouvons nous demander si nos différentes ONG aident réellement, sur terrain, la population à identifier leurs propres besoins et l'aider à se prendre en charge plutôt que leur imposer des projets. On connaît l'ampleur d'échecs de ces types de projets.

Quant à la condition des ressources naturelles préalables au développement ; elle est satisfaite d'emblée car nous les avons. Le Pays est connu par tous comme un scandale géologique et est doté également des nombreuses ressources naturelles :

le cours d'eau, faune, flore. On notera par exemple que le Kenya tire plus de 2 milliards de dollars de son tourisme. Or, nous avons une diversité naturelle plus riche que celle du Kenya. En comparaison, le budget de l'Etat Congolais atteint à peine 500 millions de dollars.

Il me vient encore à l'esprit de vous conter une expérience vécue. Dans le cadre d'animation, nous avons organisé un séminaire sur l'élevage des poissons (la pisciculture). Au terme des exposés, nous avons visité quelques étangs piscicoles et quelques mares aménageables. Un participant s'est exclamé en face d'un étranger qui faisait partie de l'équipe d'animation « *Tuko wapumbafu, tunakufa njaa na tupo na namna nyingi mu inchi yetu* ». Nous traduisons : « Nous sommes imbéciles, nous mourrons de faim pendant que nous avons beaucoup des possibilités dans notre pays ».

Un autre exemple que j'aime donner dans le cadre de développement : il y a environ une dizaine d'années, un expatrié, il devrait être américain, avait visité la Faculté des Sciences de l'Université de Kisangani, où je preste les services. Au terme de sa visite il nous a dit tout de cru : « je veux bien que vous demandiez de l'aide à l'étranger pour équiper vos laboratoires, allez-vous aussi demander de l'aide pour couper l'herbe qui entoure les bâtiments ? ». J'ai l'impression que cette interpellation a été intériorisée par mes pairs car depuis notre Faculté est une de plis propres de l'Université.

Pour conclure ce chapitre, en fait le développement n'est pas inaccessible à nous ; il demande pas des coups de milliards, il ne demande que la volonté de faire un peu plus, un peu mieux.

## AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE DE LA POPULATION DANS LE NOUVEL ORDRE POLITIQUE

***Je commencerai ce chapitre par une leçon tirée de l'expérience indienne par le PNUD : (Rapport Mondial sur le Développement Humain 2000) « Sous le régime colonial, l'Inde a connu de nombreuses famines, comme celle de 1943, qui a fait 2 à 3 millions de victimes au Bengale.***

***Mais après l'indépendance du pays, l'arrivée d'un gouvernement démocratiquement élu s'est traduite par la disparition immédiate des famines. A l'époque coloniale, malgré l'adoption de mesures visant à partager de la famine les catégories de population les plus vulnérables, ces dernières étaient privées de moyens d'expression politique, et étaient dans l'impossibilité d'exiger l'application de ces mesures.***

***Ce n'est qu'après l'instauration de la démocratie que l'Inde a pu vaincre la famine. En effet, aucun gouvernement ne peut rester inactif face aux pressions populaires, relayées par les médias, à une société civile active et à un système politique démocratique et pluraliste ».***

***Cet exemple illustre bien ce que présage le nouvel ordre politique que nous voulons démocratique à instaurer en République Démocratique du Congo.***

**La démocratie n'est-elle pas le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ? C'est le gouvernement par des dirigeants élus par le peuple et représentants ou délégués du peuple, qui travaille sous le contrôle du peuple, pour l'intérêt du peuple.**

**Pendant que le régime dictatorial est caractérisé par la confiscation du pouvoir par le parti unique, la concertation des richesses chez quelques individus, la désinformation, la manipulation de l'information ; le régime démocratique, quant à lui, est caractérisé par la participation du peuple au pouvoir par le choix de ses dirigeants, la participation du peuple au partage des richesses et, le peuple a droit à la parole et à dialogue, le respect du droit, la volonté de rendre service, la solidarité, la justice, le souci du bien commun, la vérité, la liberté, la sincérité et l'objectivité.**

**De la peur, de la passivité, le l'indifférence dans un régime dictatorial ou passe au courage, à la conscience et à la responsabilité de la masse dans un régime démocratique.**

**Dans le nouvel ordre politique qui sera démocratique, les gouvernants auront peur de la sanction populaire et chercheurs à consulter souvent la population pour connaître ses besoins afin de mieux la servir. Il est connu que les projets qui reçoivent l'appui populaire ont toutes les chances de réussir et l'inverse est tout à fait vrai.**

**Il a été même démontré un lieu entre les libertés publiques, la démocratie et la réussite des investissements publics<sup>(14)</sup>.**

**Il est donc acquis que dans le nouvel ordre politique que nous voulons démocratique les gouvernants seront à l'écoute du peuple et la démocratie aura comme fondement les douze piliers que nous rappelons :**

**La souveraineté du peuple ;  
Le gouvernement reposant sur le consentement des gouvernés ;  
La règle de la majorité ;  
La reconnaissance des droits de la minorité ;  
La garantie des droits fondamentaux de la personne ;  
Les élections libres et transparentes ;  
L'égalité devant la loi ;  
La procédure légale régulière ;  
Les limites imposées au gouvernement par la constitution ;  
Le pluralisme social, politique et économique ;  
Les valeurs de tolérance et de pragmatisme ;  
Les valeurs de coopération et de compromis<sup>(15)</sup>**

---

<sup>14</sup> PRICHETT L. et KAUFMANN D. : Libertés publiques, démocratie et réussite des investissements publics. Finances et Développement, mars 1998, pp. 26 – 29.

<sup>15</sup> LIGUE DES ELECTEURS (L.E.). session de formation, s .d.

***Il va de soi que dans un tel système, la paix sociale règnera, les initiatives privées seront encouragées et chacun sera certain de récolter les fruits de son travail. Les gens mangent à leur faim, car mieux encadrés ils produiront plus. L'économie sera florissante mue par des dirigeants éclairés, choisis par le peuple pour son bien. Les enfants seront scolarisés, les soins de santé et les investissements publics seront assurés. Le rôle des O.N.G. comme force de pression ne devrait pas relâcher.***

***Un exemple de réussite démocratique et économique nous est fourni par un pays proche de nous, le Botswana, inscrit en 1971 sur la liste des pays les moins avancés et qui a réussi à en sortir à cause de son régime démocratique.***

## CONCLUSION

Les différentes guerres que nous connaissons tirent leur origine dans la pauvreté. Que ce soit sur le plan des tribus que ce soit au regard des pays concernés. Les problèmes liés au développement existant en RDCongo sont : la faim, un taux de mortalité élevé, la scolarisation, l'analphabétisme, l'insécurité, la liberté d'expression non garantie, la géopolitique, l'inconscience, l'assainissement du milieu, le chômage, le mépris des droits de l'homme,... Ce sont là les caractéristiques d'un pays sous développé et pauvre.

L'avènement d'un nouvel ordre politique voulu démocratique par le peuple sera salvateur.

Pour que notre pays retrouve une économie florissante il faudrait au préalable :

la paix

la volonté politique de construire le pays ;

la bonne gouvernance ;

les projets de développement venant de la base ;

une exploitation judicieuse des ressources naturelles, etc.

### **3. Mécanismes de participation démocratique de la population pour la matérialisation du nouvel ordre politique**

Par René SILEKI, Coordinateur de la SYPA

Introduction

Etat de lieu sur la participation démocratique en RDC

Les facteurs entravent l'éclosion (avènement) du nouvel ordre politique en RDC

Attitudes et comportements des acteurs politique & de la Société Civile

---

La crise congolaise, une crise orpheline  
La nature de la guerre et l'influence de la Communauté Internationale  
Mécanismes de participation populaire face à l'environnement socio-politique de l'heure  
Identification des mécanismes de participation populaire  
Que faire et comment procéder pour aboutir à un nouvel ordre politique en RDC ?  
Conclusion

## CHAPITRE I. INTRODUCTION

Définition des concepts clefs

Participation populaire : Un des principaux piliers de la démocratie

C'est la manière qu'offre un système politique d'intégrer ou d'impliquer la population dans la gestion des affaires publiques.

Mécanismes de participation populaire

C'est l'ensemble des moyens des règles du jeu par lesquels le gouvernement met sur pied pour impliquer les citoyens dans la gestion de la chose publique.

Nouvel ordre politique

C'est l'instauration d'un changement politique en profondeur d'un système politique en mettant en place soit des nouvelles institutions soit des nouveaux animateurs devant diriger le pays sur base des textes préalablement acceptés par toutes les parties.

Problématique

La naissance de la 3<sup>ème</sup> République passe ,forcement par la mise en place d'un nouvel ordre politique. Mais le pouvoir démocratique en République Démocratique du Congo connaît des balbutiements sans précédents suite à des facteurs soient internes soient externes.

La guerre a certes contribué à l'effondrement de l'Etat Congolais et de ses forces armés.

Les Congolais ne doivent pas perdre de vue que le salut ne peut se matérialiser que par leurs propres efforts d'abord. ceux dont on attend pour résoudre nos problèmes, se retrouvent parmi eux les vrais commanditaires des pays agresseurs.

Comment doit-on arranger les affaires nationales en fonction des aspirations profondes du peuple ? ; Doit-on nous fier ou nous inspirer des schémas imposés de l'extérieur (1 + 4 ou 1 + 0).

Après toutes les trahisons que le peuple ait connu de 1960 à nos jours, quels mécanismes doit-on mettre sur pied pour asseoir un gouvernement dans lequel le peuple se reconnaît et qu'il considère comme celui qui exprime le mieux ses aspirations et défend mieux ses intérêts.

## CHAPITRE II. ETAT DE LIEU SUR LA PARTICIPATION DEMOCRATIQUE EN RDC

La démocratie représentative telle qu'elle existe dans le monde depuis le 18<sup>ème</sup> siècle implique que le peuple élise ceux qui gèrent les affaires publiques en son nom et à sa place. L'élection des gouvernants est faite suivant les systèmes électoraux qui varient selon qu'on est dans les pays à régime politique monopartiste ou dans les pays à régime multipartiste (système majoritaire, représentation proportionnelle, système mixte). Mais la participation démocratique ne doit pas se limiter exclusivement aux seules élections.

Depuis son accession à l'indépendance quelques mécanismes de participation démocratique – élections – ont été d'application à travers des élections communales, provinciales, législatives nationales et présidentielles.

Les élections sous le régime pluralistes

1963 : Kivu, Bandundu

1965 : Kivu

Premières élections législatives en 1984

Elections sous le régime mariste (1965 – 1997)

1992 : CNS

2002 : DIC

Problèmes que soulèvent les élections

Manque de confiance ± fiable

Manque des voies et moyens de communication appropriés

Ignorance des principes & vertus démocratiques

Manque de culture électorale

Crise de représentation politique

Absence des statistiques fiables. Statistiques basées sur des projections.

### Conclusion

Les différentes élections que la RDC a connues depuis son accession à l'indépendance ont, pendant leur déroulement, développé des antagonismes entre les leaders des partis ou associations et entre différents éléments de la population qui les supporteraient, par ignorance des mécanismes de fonctionnement de la démocratie.

Les élus issus de ces différentes élections n'ont pas pu promouvoir le développement socio-économique du pays parce que les partis ou associations par et à travers lesquels ils étaient élus étaient formés essentiellement sur base des affinités ethniques ou tribales. Ils avaient tendance à travailler dans l'intérêt des ethnies ou provinces aux quelles ils doivent leur élection.

D'autre part, ne comprenant pas très bien le rôle de représentant et omnibalés par les avantages matériels liés aux fonctions politiques qu'ils exerçaient bien, des élus ne travaillaient plus dans l'intérêt du peuple qui les avait placés au pouvoir. Ce qui a favorisé la crise de représentation politique.

## CHAPITRE III. LES FACTEURS ENTRAVENT L'ECLOSION (AVENEMENT) DU NOUVEL ORDRE POLITIQUE EN RDC

### **3.1. Attitudes et comportements des acteurs politique & de la Société Civile**

Les attitudes et comportements qu'affichent les politiciens et certains acteurs de la Société Civile, ont contribué dans une large mesure à la déliquescence de l'Etat.

Si l'opposition radicale a eu à diaboliser la mouvance présidentielle pendant l'époque de MOBUTU, tel a été le cas du RCD face à l'AFDL de Laurent Désiré KABILA justifiant ainsi la fameuse guerre de rectification ou de libération. Mais, l'on remarque qu'en définitive, rien n'a changé et ce qui caractérise foncièrement les uns et les autres n'est autre que la recherche de positionnement.

Les attitudes et comportements ci-dessous caractérisent, tous confondus, les politiciens et quelques leaders communautaires congolais, soubassement du sous-développement politique de la RDC. Face à cette situation, la population par le truchement de son rôle traditionnel de contre-pouvoir populaire, est appelé à lutter contre cet pouvoir de facto en vue de normaliser la vie politique.

#### ***s comportements politiques***

Le torpillage des accords dûment conclus (l'Accord politique-cadre signé entre le Gouvernement et le MLC fait l'objet des interprétations erronées ; chacun veut tirer le drap de son côté) ;

L'entretien des attermolements dans des consensus ; (le demi-succès ou demi-échec des assises de Sun City en est une preuve où le RCD voulait mordicus obtenir la part du lion) ;

le rejet unilatéral de l'ordre institutionnel établi ; (cause des multiples rébellions en RDC) ;

La confiscation des prérogatives constitutionnelles (LD KABILA avec son Décret présidentiel régissant la transition et l'instauration de la Cour d'Ordre Militaire) ;

L'entretien du dédoublement institutionnel (un exécutif bicéphale ; Président du RCD et Gouverneur de Province) ;

L'abrogation unilatérale des dispositions constitutionnelles (E. Thisekedi, 1<sup>er</sup> Ministre de Mobutu, biffe certaines mentions lors de la prestation de serment) ;

L'institutionnalisation de l'arbitraire dans la gestion de la chose publique (la caisse publique est confondue à la poche privée de certains leaders politiques) ;

L'émission des revendications politiques à consommation externe ; (il faut sécuriser les frontières des voisins alors que c'est la fin des hostilités et le retrait des troupes étrangères qui sont prioritaires)

L'entretien de la confusion dans l'ordonnancement de prise des décisions politiques ; (le Commandant militaire d'une province a préséance sur le Gouverneur de Province)

L'utilisation abusive des forces de sécurité à des fins privées (des cachots et lieux de détention ouverts chez certains commandants) ;

Le vagabondage politique dues aux dissensions relatives à la convoitise du pouvoir et la convoitise de la richesse entraînant ainsi les blocages et les retards délibérément entretenus dans la recherche des solutions aux diverses crises politiques (beaucoup de politiciens ont fait défection dans le mouvement rebelle et sont rentrés à Kinshasa après déception et des ratés sur le plan de positionnement politique).

Les comportements économiques

***L'affectation du pouvoir financier au seul service du contrôle du pouvoir politico-militaire et la partition politico-financière du territoire national (les recettes générées dans l'Administration Publique à Kisangani prennent la destination de Goma ou de Kigali) ;***

***Le clientélisme dans la gestion du portefeuille de l'Etat ;  
La soumission de la gestion de la banque nationale, des institutions para-étatiques et étatiques aux impératifs politico-militaires;***

***La spoliation des entreprises publiques et privées et l'instauration clandestine des réseaux d'exportation des ressources minières et forestières ;***

***La couverture des activités politiques privées par le portefeuille de l'Etat (des ministres sont pris entièrement en charge par le Gouvernorat de Province);***

***La confiscation des fonds du trésor public sous prétexte de l'effort de guerre ;***

***Les restrictions budgétaires au dépens des fins partisanses ; l'entretien de la fuite des capitaux et l'établissement des comptes secrets à partir des capitaux détournés,***

***La répartition arbitraire du revenu national et l'effritement délibéré du pouvoir d'achat de la population ;***

***L'entretien des investissements peu rentable à court terme liés aux impératifs politiques ;***

***La privatisation des finances et toutes les recettes de l'Etat ;***

***La dégradation délibérée des voies de communication et l'entretien de la pénurie de biens et de services sur le marché ;***

***La provocation de l'inflation et de déficit budgétaire par les changements successifs des gouvernements à courte durée, etc.***

Les comportements sociaux

La création des contre-mouvements sociaux ;

Le cautionnement des vagues d'agitations et actes de violence ;

L'étouffement des qualités individualistes par l'institutionnalisation de la loi du moindre effort ;

Les atteintes à l'intégrité physique et morale des faiseurs d'opinions libérales ;

Les expéditions punitives à l'égard des communautés à opinion contraire ;

Le calquage des structures sociales sur le model militaire ;

Le dépérissement des structures mentales, morales, sociales et économiques ;

L'instrumentalisation des organisations associationnelles ;

L'usage du rouage politico administratif à des fins partisanses ;

L'injection dans le marché des produits avariés ;

L'injection des effectifs pléthoriques dans l'administration publique ;

La militarisation des enfants au dépend des querelles partisanses ;

Le pillage systématique du patrimoine public ;

La perturbation de la paix sociale par la pratique de la loi de la force ;

L'étouffement dans la société du droit de regard et de pensée critique ;  
La confiscation des crédits d'investissement humain ;  
La pratique de relégation aux faiseurs d'opinions libérales ou les contraintes à l'exil;  
La répression policière très sévère par les cercles de sécurité partisans ;  
Les manipulations et instrumentalisations des communautés ethnico estudiantines et l'exclusion du peuple à la gestion de la chose publique ;  
La chosification des travaux manuels ;  
Le piétinement des droits fondamentaux par la bourgeoisie comprador, etc.

### ***Les comportements culturels***

Le renversement de l'échelle de valeurs éthiques, morales et sociales ;  
La création des mouvements religieux et philosophiques entraînant le peuple au fanatisme ;  
L'étouffement de la liberté d'expression ;  
La confiscation des médias nationaux ;  
L'entretien de la confusion conceptuelle ;  
L'émission des informations ambiguës ;  
L'entretien de la culture d'impunité ;  
L'entretien des structures idéologico-culturelles entraînant le peuple à la croyance aveugle aux slogans ;  
La personnalisation du pouvoir ;  
L'attachement à l'arbitraire ;  
Le comportement caractériel extraverti ;  
Le fanatisme et l'intolérance dans les prises de position ;  
L'intégration dans les structures sociales du négativisme ;  
L'usage de la polémique dans des discours politiques ;  
L'effritement des considérations éthiques dans la société ;  
Le laxisme dans la pratique politique ;  
La fixation du peuple au monisme ;  
Le déclenchement dans la société des sentiments de xénophobie, de haine, d'animosité,... ;  
L'institutionnalisation de la loi du moindre effort ;  
La diffusion des images défaitistes au profit des intérêts partisans ;  
L'effritement de la conscience humaine, du sens moral et du service au bien commun, etc.

Face à cette situation, la population par le truchement de son rôle traditionnel de détentrice de la souveraineté populaire, est appelée à interpeller les dirigeants, les sanctionner par le biais de ses représentants en vue de les aider à changer de comportements et de normaliser ainsi la vie politique. Pour l'instant, il y a lieu de mener des actions de lobbying tant sur le plan interne qu'externe en vue d'atteindre l'idéal.

### **3.2. La crise congolaise, une crise orpheline**

Bon nombre d'observateurs se demandent les raisons pour lesquelles le conflit armé en RDC perdure. Certains d'entre eux au raisonnement simpliste et hâtif estiment

que c'est de la lâcheté et de l'impuissance du peuple congolais car il est inadmissible qu'un petit pays comme le Rwanda, d'environ 27.000 Km<sup>2</sup> de superficie puisse marcher sur le Congo, immense de 2.345.409 km<sup>2</sup> et tenter de le recoloniser.

Nous pensons qu'ils n'ont pas tort d'appréhender la chose de cette manière car si le Congo avait une armée forte, il userait de la force pour déloger les agresseurs de son territoire comme l'ont fait les Etats Unis avec le réseau Al Quaida de Ben Laden en Afghanistan.

Ne perdons pas cependant de vue que les rapports entre Etats du point de vue de la géopolitique internationale sont des rapports de force ; et la diplomatie n'est usée que pour persuader les parties à plus de retenue, à la résolution pacifique des conflits. Certaines personnes non-initiées estiment que c'est l'arme des faibles pourtant cheval de bataille du Gouvernement de Kinshasa.

Face aux enjeux multiples de plusieurs ordres, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux, et ce, tant sur le plan interne qu'externe, il y a lieu de conclure que la RDCongo manque de parrains forts pour persuader ses agresseurs à mettre fin à ce conflit armé qui prend actuellement les allures d'un triple génocide (si l'on compare le nombre de morts par rapport à celui du Rwanda) et d'un terrorisme d'un banditisme d'Etat.

Il y a lieu d'ajouter que les faits sont tellement graves et horribles qu'il n'est plus possible de demeurer indifférent. Le cas du massacre du 14 mai courant où Kisangani a été transformé en abattoir humain à travers lequel des citoyens paisibles ont été égorgés, ligotés dans des sacs et jetés à la rivière Tshopo, doit interpeller toute la communauté internationale afin de mettre fin à la guerre en RDC.

### **3.3. La nature de la guerre et l'influence de la Communauté Internationale**

Comment restaurer la paix et la démocratie dans un environnement de guerres ?

Plusieurs épithètes sont collées à la guerre qui perdure en R.D.Congo depuis le 2 août 1998 et trahissent la nature de cette guerre :

Facteurs ayant conduit à la guerre

Perspectives de la paix et de la démocratie en RDCongo

La guerre dans la région des Grands Lacs est une « guerre des ressources » initiée par des régimes militaristes à la recherche des zones tampons de sécurité, d'expression territoriale et d'exploitation économique dans un pays aux richesses fabuleuses mais sans Etat ni armée digne de nom. Il s'agit d'un conflit armé alimenté de l'extérieur mais qui permet aux seigneurs de guerre locaux d'user du contrôle des populations et des ressources naturelles comme tremplin à la conquête du pouvoir. Ce genre de conflits comme le stipulait le Prof. Georges Nzongola Natlaja, exige au moins deux conditions préalables :

l'existence d'une richesse naturelle abondante

l'effondrement de l'Etat.

Il est évident que la guerre en cours n'aurait pas eu lieu sans l'effondrement de l'Etat Congolais et de ses forces armées.

Pour réaliser une paix durable en RDCongo, la reconstruction de l'Etat et la formation d'une véritable armée nationale et républicaine sont incontournables.

Pour que le pays réussisse à endiguer la crise actuelle et mettre fin aux ingérences extérieures, il lui faut un gouvernement responsable et légitime. Comme y parvenir ?

## **CHAPITRE IV. MECANISMES DE PARTICIPATION POPULAIRE FACE A L'ENVIRONNEMENT SOCIO-POLITIQUE DE L'HEURE**

### **4.1. Identification des mécanismes de participation populaire**

*La participation populaire ne se limite pas seulement aux élections. Il existe plusieurs moyens selon qu'on se retrouve dans tel ou tel autre domaine de la vie politique.*

*Ainsi nous pouvons épinglez ici quelques mécanismes qui ont été d'application tant dans le pays qu'au niveau de notre province. Face à une société en crise, comment faire participer*

*les Citoyens pour l'instauration du nouvel ordre politique ?*

*Les élections (communales, provinciales, législatives et présidentielles) ou participante*

*politique du peuple.*

*Représentation du peuple (Sun City, Accord de Lusaka, Assemblées provinciales...)*

*Respect de la loi*

*L'égalité entre les citoyens*

*Le sujet électoral basé sur la majorité*

*Participation aux forums nationaux (CNS, DIC...)*

*Consultations populaires, canaliser les contestations politiques & sociales internes*

*Interpellation*

*Formation (théologie de libération)*

*Revendication populaire (Syndicats, contestations estudiantines)*

*Le SIPA*

*Campagne populaire de sensibilisation et d'éducation aux DDH & à la démocratie*

*Le lobbying auprès des pouvoirs publics et de la Communauté Internationale*

*La dynamique de la Société Civile (Cfr. Après la guerre de six jours : après le massacre*

*du 14 et 15 mai)*

*La communication politique (la lutte pour la conquête des oasis de paix)*

*Les voyages de lobbying*

*Contrôles parlementaires.*

### **4.2. Que faire et comment procéder pour aboutir à un nouvel ordre politique en RDC ?**

Lorsque la société politique ne joue plus convenablement son rôle, elle doit être relayée par la Société Civile.

Lobbying

Accompagnement ± populaire

Formation des leaders communautaires & de la population  
Initier des négociations politiques (ou s'impliquer dans)  
Amener les belligérants à faire des concessions  
Les amener à signer des déclarations d'intention ; pour adhérer à un règlement négocié  
Travailler & bénéficier de la confiance populaire  
Mettre sur pied / anticiper sans les procédures à travers lesquelles les négociations sont conduites  
Prendre des décisions/ consensus  
Considération & traitement des questions plus compliqués, plus contentieuses politiquement...

## CONCLUSION

Lorsque la société politique a failli à sa mission, la Société Civile, force organisée doit prendre ses responsabilités en mobilisant et sensibilisant la population pour prendre la relève et contribuer à l'implantation d'un nouvel ordre politique. Car dit-on, la démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Ce dernier doit donc s'assurer à travers tous les mécanismes de participation populaire ci-haut évoqués.

**4. « SOCIÉTÉ CIVILE : VISION SUR LE CHANGEMENT POLITIQUE SOUHAITÉ APRES LE DIALOGUE INTER CONGOLAIS »** Par Faustin TOENGAHO, Secrétaire du Bureau de Coordination de la Société Civile et Expert au Dialogue Inter Congolais.

## INTRODUCTION

La présente communication se propose comme objectifs d'amener les participants à l'atelier :

à faire une évaluation objective de ce qu'a été le Dialogue Inter Congolais de Sun City, ainsi que du rôle joué par la Société Civile ;  
à faire un état des lieux de la situation politique du pays après le Dialogue Inter Congolais ;  
à définir l'apport de la Société Civile dans le processus du changement politique souhaité en RDCongo.

Pour atteindre ces objectifs, nous allons articulé notre exposé sur deux chapitres que voici :

Le Dialogue Inter Congolais et le comportement de la Société Civile

Le bilan mitigé du D.I.C.

Rôle et comportement de la Société Civile au D.I.C.

La dynamique politique en RDCongo après le D.I.C. et l'apport de la Société Civile sur le changement politique souhaité ?

Les faits saillants de la dynamique politique après Sun City

Sur le plan interne

Sur le plan externe

Le changement politique souhaité et ce qu'on attend de la Société Civile.

## III. Questions de carrefours

**Quelles sont les chances et les limites de l'application de l'accord partiel de Sun City au regard de la dynamique politique actuelle ?**

L'ordre institutionnel proposé par Moustapha Niasse :

Concernant l'espace présidentiel :

1 + 0 = 1 Président + 1 Premier Ministre

1 + 2 = 1 Président + 2 Vice-Président

1 + 4 = 1 Président + 4 Vice-Présidents

1 + 1 + 1 = 1 Président + 1 Vice-Président + 1 Premier Ministre

Gouvernement = 1 Premier Ministre avec ou sans Vice  
Parlement

Monocaméral (une seule chambre)

Bicaméral (avec Sénat)

Institutions citoyennes

Quel est le schéma susceptible de garantir une transition consensuelle, efficace et pacifique ? Motivez.

**CHAPITRE I. LE DIALOGUE INTERCONGOLAIS ET LE COMPORTEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

1.1. Le bilan mitigé du D.I.C.

Le Dialogue Inter Congolais, juridiquement appelé « *Négociations Politiques Inter congolaises* », est un cadre de négociations institué par l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka en vue de permettre la résolution de la dimension interne de la crise Congolaise.

Les objectifs à atteindre au terme de ces négociations ont été définis de la manière suivante :

La signature d'un accord global de paix ;

L'instauration d'un nouvel ordre politique c'est-à-dire la mise en place des nouvelles institutions et leurs animateurs pour la bonne gouvernance en RDCongo ;

La formation d'une nouvelle Armée Nationale restructurée et intégrée ;

La réconciliation nationale, et

La définition des principes relatifs à l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes.

Dans l'ensemble, l'ordre du jour comportait 56 points à traiter pendant 45 jours initialement prévus.

L'examen de ces matières a été fait à travers les cinq(5) commissions instituées par la facilitation. Il s'agit des commissions :

Economique et financière

Défense et sécurité

Humanitaire, sociale et culturelle

Paix et réconciliation

Politique et juridique.

La séance d'ouverture officielle est intervenue le lundi 25 février 2002 en présence des personnalités africaines ci-après :

THABO MBEKI : Président de la République Sud Africaine

Lévy MWANAWASA : Président de la Zambie

BAKILI MULUZI : Président de la République du Malawi

AMARA ESSY : Secrétaire Général de l'O.U.A.

KETUMILE MASIRE : Facilitateur du Dialogue Inter Congolais.

Toutes ces personnalités ont eu à adresser chacun un message d'encouragement aux délégués.

Après l'ouverture, un premier blocage est intervenu (10 jours). Il est lié à la gestion de la liste des délégués de l'Opposition Politique Non Armée. Le MLC boycotte les réunions et annonce qu'il maintiendra son absence tant que le problème ne sera pas réglé. A la suite des nombreuses pressions exercées principalement par la Société Civile et les confessions religieuses, une décrispation a été obtenue par la tenue d'une séance plénière le 06 mars 2002 en présence de toutes les délégations.

Lorsque, à la séance du 8 mars seront faites les déclarations de politique générale des différentes parties, plusieurs estimeront qu'ils se sentent pour la première fois dans le dialogue. Un vent d'optimisme s'est levé et certains estiment même que sauf accident, le dialogue pourrait être terminé en quinze jours.

Après la validation des mandats, l'adoption du Règlement Intérieur, l'audition des déclarations de politique générale et l'adoption de l'ordre du jour, c'est le début des travaux en commissions dont en voici la synthèse.

## 1. Commission Economique et Financière

Placée sous la direction de Monsieur Adi ATSAIN (Facilitation). Cette commission aura été la première à avoir traité et épuisé toutes les matières lui confiées par la plénière. Son travail a procédé en deux temps :

L'examen de l'état des lieux : analyse thématique portant sur la situation macroéconomique, la monnaie et les finances, l'état des infrastructures, les problèmes sociaux, l'environnement et la gouvernance.

L'établissement du programme économique, financier et social, le financement et le cadre institutionnel.

La commission a également abordé la question des conventions et contrats passés pendant la guerre. Face au refus du gouvernement de communiquer la liste et les textes desdites conventions, arguant de diverses considérations, il a été adopté le principe de création d'un Comité d'Expert ad hoc qui sera chargé d'inventorier ces conventions et d'arrêter les principes directeurs sur lesquels on devra baser leur examen.

La commission a aussi opté pour la dissolution de l'OBMA (Office des Biens Mal Acquis créée en 1997 par Laurent Désiré KABILA) et la restitution de tous les biens meubles et immeubles que cet organisme a saisi le régime de KABILA.

Le programme économique et social d'urgence par cette commission pour la période de transition a pour objectif global la stabilisation et la relance de l'économie basée sur deux options fondamentales ci-après :

Le démarrage du processus de réhabilitation et de reconstruction de la RDC par :

La mise en place des grands travaux de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures clés ;

Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles ;

L'instauration d'un système de financement croissant pour les initiatives communautaires ;

La création des conditions incitatives favorables à l'investissement privé, national et étranger.

La lutte contre la pauvreté par :

La stabilisation et la consolidation du cadre macroéconomique ;

La promotion d'une croissance soutenue et équilibrée ;

La conception d'un budget de l'Etat reflétant les priorités fixées par le programme.

En vue d'assurer la mise en application de ce programme qui a été du reste adopté par la plénière, les participants aux négociations politiques inter congolaise ont sollicité de la Communauté Internationale et en particulier des Institutions de BRETTON WOODS, une solidarité agissante à travers un groupe consultatif, associant l'exécutif Congolais pour la réussite de ce programme.

A propos du dossier relatif au « contentieux sur l'environnement à reconstruire détruit par la guerre », la commission a recommandé et obtenu l'adoption de la résolution visant la création d'une structure ad hoc d'enquête au sien du Parlement de Transition aux fins d'évaluer l'étendue des dégâts, d'établir les responsabilités, d'identifier les auteurs et les victimes et de déterminer la nature et la hauteur des réparations. La durée de l'enquête ne dépassera pas six mois aux termes desquels son rapport devait être déposé.

## 2. Commission Paix et Réconciliation

Plusieurs points traités dans cette commission dirigée par Monsieur A. TEVOEDJRE ont fait l'objet d'un accord. Il s'agit entre autres de :

Causes et conséquences des guerres de 1996 et de 1998 en RDC ;

Paix et sécurité en RDC ;

Création d'une commission vérité et réconciliation nationale ;

Problème de protection des minorités.

Par contre, la question de la nationalité (une des matières sensibles du DIC) a fait l'objet de longues discussions étant donné les divergences de vues à ce sujet. Les aspects abordés se rapportent à (au) :

L'importance de la nationalité comme étant à l'origine de deux guerres ;

L'attribution collective de la nationalité à des rwandophones sous le régime MOBUTU suivi du retour à la législation antérieure ;

Lien entre la nationalité et les problèmes fonciers dans la Région du Nord Kivu.

Aux termes de ces discussions, les participants ont adopté une résolution affirmant que « tous les groupes ethniques et nationalités dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu Congo (R.D.C.) à l'indépendance doivent bénéficier

de l'égalité des droits et de protection aux termes de la loi en tant que citoyens ». Il a été affirmé également le principe de l'indivisibilité et de l'exclusivité de la nationalité Congolaise, la mise en place d'une efficace administration politique et judiciaire ainsi que de vastes programmes de sensibilisation et de conditionnement psychologique des populations pour une cohabitation pacifique.

Les autres points inscrits à l'ordre du jour des travaux de la Commission Paix et réconciliation ont fait également l'objet des résolutions pertinentes adoptées par la plénière.

Il s'agit entre autres des résolutions relatives :

à la paix et la sécurité en R.D.C. et dans la Région des Grands Lacs ;

à la création d'une commission vérité et réconciliation ;

à la création d'une commission parlementaire chargée d'examiner la question de la cohabitation interethnique ;

à l'institution d'un Tribunal Pénal International pour les crimes de génocides, de guerre et contre l'humanité commis pendant les deux guerres de 1996 et de 1998 ;

la restitution des biens saisis et/ou confisqués aux privés et des biens spoliés au préjudice de l'Etat.

### 3. Commission Humanitaire, Sociale et Culturelle

Après avoir dressé un bilan de la situation humanitaire en RDC tant en ce qui concerne la population dans son ensemble QUE LES GROUPES PARTICULIEREMENT TOUCHES PAR LA CRISE la Commission Humanitaire, Sociale et Culturelle a adopté et fait adopter plusieurs résolutions se rapportant notamment :

au programme humanitaire d'urgence pour la RDCongo ;

à la question de cohabitation interethnique ;

à la création de la haute autorité des médias ;

à la création d'un observatoire national des droits de l'homme pour veiller sur les questions des droits humains dans toutes ses dimensions ;

à la mise en place d'une commission appelée « Conseil Supérieur d'Ethique et de Lutte contre la Corruption (C.S.E.L.C.) » rattaché au Parlement et jouissant d'une autonomie de gestion et d'action ;

à la reconstruction de Goma détruite par l'éruption volcanique et de la ville de Kisangani et de toutes les autres villes détruites par la guerre.

Il faut signaler que cette commission a été présidée par M.A.SAVANE et E.JONHSON SULEAF.

### 4. Commission Défense et Sécurité

Cette commission a été présidée par KINGERE et ABUBAKAR. Elle est considérée comme l'une des commissions « sensibles » du D.I.C. Ses travaux ont connu plusieurs moments d'interruption et de tensions. L'objet principal de blocage était lié à la nature de l'armée à former après le D.I.C.

Pour le Gouvernement, il s'agit de restructurer les Forces Armées Congolaises et d'y intégrer les éléments du R.C.D. et du M.L.C. Par contre, pour l'opposition armée, il est question de former une « nouvelle armée nationale par la fusion des trois armées

(Gouvernement, R.C.D. et M.L.C.) avant d'intégrer les éléments de R.C.D./ML et MAI-MAI.

Il fallait attendre le 45<sup>ème</sup> jour du DIC (le 11 avril 2002) et à la suite des nombreuses pressions internes et externes pour que la commission adopte une résolution technique sur l'organisation de la future armée « nouvelle, intégrée et restructurée » avec un état-major bicéphale. L'article 1<sup>er</sup> de cette résolution dispose que « A l'issue du D.I.C., il y aura un mécanisme pour la formation d'une Armée nationale, restructurée et intégrée incluant les Forces Armées Congolaises, les Forces Armées du R.C.D. et du M.L.C., conformément au point 20 de l'article 3 des principes de l'Accord de Lusaka ». Le mécanisme précité devra inclure le R.C.D./M.L., le R.C.D./N et les MAI-MAI, selon des modalités à définir par les institutions politiques de la transition issues du Dialogue Inter Congolais.

La Commission Défense et sécurité a également adopté d'autres résolutions relatives :

à la formation des services de sécurité, de police et de protection civile,  
à l'identification des nationaux devant faire partie de l'armée, la démobilisation et la réinsertion des enfants soldats et des personnes vulnérables, et le recrutement en vue de l'intégration des groupes militaires et paramilitaires dans l'armée et la police.

## 5. Commission Politique et Juridique

La Commission Politique et Juridique aura été la plus sensible et la plus déterminante de l'issue du D.I.C. Elle a connu beaucoup de blocage en ce qui concerne particulièrement la question relative à la définition du « nouvel ordre politique de la période de transition ».

Après que chaque composante ait donné son entendement du nouvel ordre politique, il s'est dégagé plusieurs points de convergence et de divergence.

Les points de convergence sont :

- la forme républicaine de l'Etat Congolais ;
- la démocratie ;
- l'intégrité du territoire ;
- le départ ordonné de troupes étrangères ;
- une charte de la transition à la fin du dialogue ;
- une transition de 30 à 36 mois ;
- la participation de toutes les composantes aux institutions de la transition ;
- des élections libres et démocratiques ;
- la mise en place des institutions citoyennes indépendantes ;
- une armée nationale républicaine ;
- la sécurisation des animateurs choisis par consensus et de leur famille.

Les points de divergence sont :

- le statut du Président Joseph KABILA ;
- la structure ou la forme de l'Etat (Fédéralisme ou Etat Unitaire Décentralisé) ;
- le régime politique (présidentiel, parlementaire ou semi-présidentiel) ;
- les modalités politiques, et le calendrier des mesures de sécurisation de Kinshasa et de l'intérieur du pays.

Une autre matière qui a fait l'objet de longues discussions est celle relative au rétablissement de l'autorité administrative de l'Etat sur l'ensemble du territoire national. Pour certains, cette question suppose au préalable que soit effectif le retrait des forces étrangères de toutes les régions de la RDC. Pour d'autres, ce rétablissement de l'autorité de l'Etat devait être la conséquence de la mise en place du nouvel ordre politique.

En définitive, c'est la prise en considération de ces deux arguments qui a servi de base consensuelle de la résolution y afférentes.

D'autres longues discussions ont eu lieu sur le point de savoir s'il y a lieu de tomber préalablement d'accord sur un compromis politique global avant de rédiger la Charte Constitutionnelle de la Transition, ou s'il convient d'en venir directement à la rédaction d'un futur projet de constitution.

En séance de 2 avril 2002, il est décidé de créer un comité de rédaction des projets de résolution et chargé d'aplanir les divergences de vue ; la décision de rédiger l'avant-projet de la Constitution de la Transition a été transféré au comité ad hoc.

Cependant, jusqu'à la dernière semaine des travaux, aucun accord n'a été dégagé sur le nouvel ordre politique. C'est ce qui va justifier la médiation du Président THABO MBEKI. Ce dernier, après avoir écouté les différentes parties, a proposé un premier schéma de l'ordre institutionnel de la transition. Ce schéma organise le pouvoir de la manière suivante :

L'EXECUTIF :

Un Président de la République, Chef de l'Etat

Un Conseil d'Etat

Un Cabinet de Réconciliation Nationale.

LE LEGISLATIF :

LE POUVOIR JUDICIAIRE

## 1.2. Le rôle et le comportement de la Société Civile au D.I.C.

La délégation de la Société Civile/Forces Vive est l'unique composante du DIC dont les membres étaient pour la majorité désignés démocratiquement par voie d'élection à la base. La procédure de désignation des délégués de la ville de Kisangani à l'AFRACO en constitue une illustration éloquent.

Fort de cette légitimité incontournable, la délégation de la Société Civile/Forces Vives est passée pour être la voix et le groupe de défense des intérêts de la population Congolaise, le porteur des valeurs ethniques au contraire de la classe politique dans toutes ses tendances. Elle se voulait le principal créneau de communication entre les délégués à Sun City et la population.

La Société Civile a joué un rôle déterminant pour obtenir la poursuite des travaux après les moments douloureux de blocage délibérément occasionné par les comportements des autres composantes (opposition non armée, MLC et Gouvernement).

A travers les déclarations de presse, les conférences de presse, des marches, de grèves de la faim, de contact de moralisation et de sensibilisation des leaders

politiques et des représentants de la Communauté Internationale sans oublier les séances de prière et des cultes œcuméniques organisés par les Chefs des confessions religieuses. La délégation de la société civile soutenue par ses experts a joué un rôle d'un véritable groupe de pression vis-à-vis de la classe politique armée ou non armée à Sun City.

Sa participation et sa contribution au niveau des travaux tant en commissions qu'en séances plénières ont été très significatives. Beaucoup des résolutions adoptées au DIC ont été initiées par la Société Civile/Forces vives. La dynamique, l'éthique et la responsabilité qui a caractérisé cette composante ont amené le Président sud africain à proposer la présidence du parlement de transition à la Société Civile/Forces Vives

Cependant, le manque d'homogénéité de la délégation et les ambitions politiques égoïstes de certains de ses membres ont considérablement limité ses moyens d'action et sa capacité d'influence.

Les sensibilités provinciales et idéologiques ainsi que la partition du pays par le fait de la guerre n'ont pas non plus favorisé une forte cohésion de la délégation. D'où l'impression finale d'une société civile divisée en deux groupes voire trois : l'une acquise à la cause du gouvernement, l'autre pro-rebelle et la dernière trop réservée (Eglises).

En adhérant à l'accord partiel conclu entre le gouvernement et le MLC, la société civile s'était-elle bien comportée ou pas ? Le débat reste ouvert.

Que dire maintenant de la situation politique du pays après Sun City.

## CHAPITRE II. LA DYNAMIQUE POLITIQUE EN RDCONGO APRES LE D.I.C. ET L'APPORT DE LA SOCIETE CIVILE SUR LE CHANGEMENT POLITIQUE SOUHAITE

### 2.1. Etat des lieux du processus de paix en RDCongo après Sun City

Sur le plan politique interne

Le processus de paix en RDCongo après les négociations politiques de Sun City sera marqué sur le plan interne par les faits saillants ci-après :

Le déploiement des deux alliances militaro-politiques, à savoir :

Le camp dit de la « patrie » composé des forces sociopolitiques signataires de l'accord de paix partiel de Sun City piloté par le Gouvernement de Kinshasa et le MLC, mais un camp qui se trouve en déliquescence aujourd'hui ;

L'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter Congolais sous la houlette du RCD et de l'UDPS.

Les tentatives de mise en place des institutions de la transition dans le cadre de l'accord partiel de paix de Sun City, mais les travaux d'élaboration de l'Acte constitutionnel se sont soldés par un échec à une interprétation controversée du dit accord ;

La mutinerie ou la tentative de mutinerie au sein du RCD à Kisangani, le développement du « phénomène MASUNZU » au Kivu et quelques cas isolés mais non négligeables de défections dans les rangs du RCD ;

La visite d'une délégation gouvernementale de Kinshasa dans le territoire sous-contrôle du RCD/ML donnant ainsi l'impression du début du processus de l'unification du pays et du rétablissement de l'autorité administrative de l'Etat dans le camp dit de la patrie ;

La reprise des affrontements sanglants et meurtriers entre les Hema et les Lendu en Ituri à la suite de la scission intervenue au sein du RCD/ML et la tentative jusqu'à présent non concluante de la médiation du gouvernement de Kinshasa.

Sur le plan politique externe

La dynamique du processus de paix aura été marquée par les événements saillants ci-après :

La visite en RDC et dans certains pays impliqués dans la guerre des Ambassadeurs des pays membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies suivie de la réouverture symbolique du trafic fluvial Kinshasa – Kisangani ;

Le renouvellement pour une année de plus du mandat de la Mission d'Observation des Nations Unies en RDC (MONUC) mais sans évolution significative au regard des attentes du peuple qui revendiquait et continue à revendiquer le changement de la MONUC de la simple mission d'observation et de dénombrement des morts en une véritable force de maintien, voire d'imposition de la paix en RDCongo ;

Les négociations bilatérales directes entre le Gouvernement de Kinshasa et celui du Rwanda qui ont abouti à la signature d'un accord de paix sur le retrait des troupes rwandaises du territoire de la RDC et le démantèlement des forces des Ex FAR et des Interahamwe en RDCongo, accord dit de Pretoria obtenu grâce aux pressions occidentales et à la prestigieuse médiation du Président Sud Africain THABO MBEKI de la RDCongo. Dans le même sens, les Gouvernements de la RDC et de l'Ouganda ont conclu au niveau ministériel un accord pour le retour définitif de la paix dans la Région de Grands Lacs. ;

La désignation d'un envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU, l'ancien Premier Ministre Sénégalais et Président de la Commission Politique et Juridique du DIC, Monsieur M.NIASSE comme médiateur chargé de rapprocher les parties Congolaises en vue de parvenir à un accord global et inclusif consensuel de la transition ;

Le début de retraits des troupes Angolaise, Zimbabwéenne et Ougandaise du territoire de la RDCongo laissant un nombre élevé des femmes et des enfants sans abris ;

Le début de la formation par la MONUC des formateurs de la police nationale en prévision de la démilitarisation de certaines villes du pays dont principalement Kisangani. Mais, l'usage attendu de cette police soulève beaucoup de controverse au niveau des leaders d'opinion.

Dans l'ensemble, la situation politique après Sun City évolue à dents de scie, une évolution qui suscite des espoirs en même temps qu'elle laisse planer un doute et un pessimisme pour l'avenir.

Au centre de préoccupation de toutes les initiatives internes et externes se trouve le besoin d'une paix durable en RDCongo et dans la Région des Grands Lacs.

Le peuple Congolais ainsi que les belligérants eux-mêmes sont lassés par la guerre et exprime un désir ardent de voir s'opérer un changement du paysage politique. Ce changement passe par :

Le retrait ordonné de toutes les troupes étrangères ;  
La restauration de l'intégrité et de la souveraineté nationale ;  
L'instauration d'un nouvel ordre politique à travers la mise en place des institutions fortes ainsi que de leurs animateurs, le tout reposant sur un principe de la non exclusion;  
La formation d'une armée nationale restructurée et intégrée ;  
Le rétablissement de l'autorité administrative de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ;  
L'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes.

Pour rendre effectif ce changement, quel rôle doit jouer la société civile et comment doit-elle se comporter?

Au regard de son hétérogénéité de sa pluralité et de la pauvreté que caractérise beaucoup de ses membres, est-il possible à la société civile de renforcer sa cohésion et d'augmenter sa capacité d'influence pour amener la Communauté Internationale et toutes les parties Congolaises à œuvrer pour la réalisation rapide de ce changement souhaité ?

Après avoir été partie prenante (du moins pour la majorité) dans l'accord politique partiel signé à Sun City entre le Gouvernement et le MLC, l'accord dont les insuffisances sont aujourd'hui connues de tous et dont l'application est sérieusement compromise par la dynamique politique après Sun City, la Société Civile/Forces peut encore jouir de sa crédibilité comme une force véritablement neutre se trouvant au milieu du village ?

Voilà autant des préoccupations sur lesquelles les leaders de la Société Civile de la Province Orientale doivent réfléchir.

Nous pensons notre part que la Société Civile continue encore à bénéficier de la confiance placée en elle par la population. Elle doit vite se ressaisir en reconsidérant certaines positions antérieures et à saisir la réalité en face. Elle doit vite revenir au milieu du village tout en ayant comme préoccupation suprême l'accompagnement de la population vers son bien être et la défense de ses intérêts vitaux.

J'estime qu'il serait de bonne politique et honnête de soutenir les efforts de la Communauté Internationale (et sans pour autant verser dans un mimétisme et suivisme aveugle) visant à ramener toutes les parties Congolaises sur la table de négociation pour obtenir un accord global et inclusif de paix comme solution à la crise interne. La Société Civile devra aussi renforcer sa cohésion dans les activités de lobbying en encourageant les Gouvernements Congolais, Rwandais et Ougandais à rendre effectifs l'application des accords signés pour le retour de la paix durable dans les Régions de Grands Lacs (solution à la crise externe de la RD Congo).

Je vous remercie

## **5. Le changement socioculturel en RD Congo : contours et perspectives**

Par Faustin Kinzonzoli, Président du Conseil d'administration du CRONG/Province Orientale

Il est vrai que la RDCongo traverse une situation critique en tout point de vue, mais il faut y vivre pour connaître le mécanisme de survie des populations. Toutes les tentatives d'adaptation aux conditions de vie nouvelles suite aux conséquences de la crise, causant des changements sociaux et culturels négatifs aux mœurs et équilibres sociaux des populations.

Pourquoi un changement socioculturel en RD Congo

### **L'insécurité**

Depuis que la crise existe en RD Congo, on enregistre beaucoup de déplacement de guerre d'une province à une autre, d'un district à l'autre ou d'un territoire vers un autre, ce qui désarticule les familles et cause des conséquences énormes qui déstabilisent la Société Civile Congolais. A titre d'exemple, on compte actuellement plus de 2.275.111 déplacés de guerre répartis de la manière suivante, selon la Coordination des affaires humanitaires « OCHA », le 28 février 2002.

Equateur : 85.000

Katanga : 415.000

Maniema : 160.000

Nord-Kivu : 760.000

Sud-Kivu: 435.111

Kasai Oriental et Occidental: 130.000

Province Orientale : 250.000

Kinshasa : 40.000

Total : 2.275.111 déplacés.

Toutes ces personnes vivent loin de leurs terroirs habituels et adaptent leur vie ailleurs dans des conditions difficiles à décrire. Cette situation s'accroît avec les conflits internes armés, qui continuent à s'accroître avec les conflits internes armés qui continuent à s'accroître.

### **1.2. La déperdition scolaire et l'analphabétisme**

En RDCongo, depuis bien longtemps, les infrastructures scolaires étaient insuffisantes dans presque toute l'étendue de la République.

Aujourd'hui, la prise en charge des enseignements par les parents vient réduire sensiblement le nombre d'élèves et la qualité de l'enseignement.

### **1.3. La Sous-information et le manque de communication**

Dans un pays aussi vaste que le Congo les sources d'information tant écrites que parlées sont comptées et la population reste dans l'ignorance des situations qui se

présentent. Aussi actuellement il nous est difficile de nous déplacer faute d'infrastructures routières et ferroviaires en plus des différentes frontières internes qui entourent les différentes factions belligérantes.

La situation sanitaire et le fléau VIH SIDA

Malgré le slogan de santé pour tous d'ici l'an 2000, nous déplorons la situation catastrophique sanitaire des populations qui est aggravée par la malnutrition, la sous-alimentation, les eaux malpropres.

Cette situation s'est aggravée au pays à cause des principaux déterminants de la pauvreté comme :

La destruction du tissu économique

Faible revenu des populations

La mauvaise gouvernance

Les pillages de 1991, 1993, 1996 et 1997

La réduction des budgets alloués aux différents secteurs sociaux, santé, éducation

A cette situation, il faut ajouter le grand fléau VIH SIDA et les MST qui sont accentués par les migrations, les violences et la mobilité des populations dont la plupart des groupes cibles sont :

Les femmes

Les hommes en uniformes

Les réfugiés et déplacés

Les populations mobiles (trafiquants, camionneurs, navigants...)

Les professionnels du sexe et leurs clients

La condition difficile de la femme

Depuis bien longtemps, cette dernière subit le poids des coutumes et a été victime de l'analphabétisme. Aujourd'hui que les femmes vivent au jour le jour, la femme a le poids de la majorité des travaux de production et de reproduction, l'homme n'étant pas rémunéré dans l'administration. A ce poids, il faut ajouter la destruction des valeurs familiales et toutes les injustices en son endroit.

Le chômage et le non paiement des salaires

Bientôt 10 ans, les institutions de l'Etat fonctionnent sans budget et sans plan d'action avec un personnel impayé ou mal payé qui a développé des mécanismes de survie malhonnête, comme la corruption.

Toutes ces causes ont amené la population à développer des mécanismes d'adaptation ou des contours pour un équilibre socio-économique et culturel.

## LES CONSEQUENCES ET MECANISMES DE CONTOURS DE LA SITUATION

Les conflits inter-ethniques

Ces conflits ont des causes lointaines et des causes immédiates parmi lesquelles, nous pouvons retenir :

Les complexes de supériorité et/ ou d'infériorité

La désinformation  
L'intolérance  
La méfiance  
Le manque de sens du patriotisme  
Le manque de solidarité  
L'égoïsme des dirigeants  
Les manipulations d'opinion  
La revendication de l'autonomie  
Le règlement des comptes  
L'expropriation

Devant cette situation, la Société Civile tente des mécanismes de règlement pacifique des conflits, mais la situation est aggravée par la présence des agresseurs.

La prise en charge de l'enseignement par les parents  
Face à la démission de l'Etat dans l'enseignement dont la gestion reste à améliorer.

Intérêt des populations pour la communication « Médias »

Il est vrai que depuis un certain moment, les radios et la presse écrite augmentent au pays, mais encore trop contrôlé par l'Etat.

La prolifération des ONG dans le domaine de la santé

Face à la situation sanitaire critique et surtout de SIDA, la Société Civile s'est organisée en ONG pour prévenir ce fléau et lancer des campagnes de sensibilisation.

L'approche gender et la protection de la femme et de l'enfant

Beaucoup d'associations de développement et de droits humains se sont spécialisées dans ces domaines prioritaires du moment. Pour ce fait des enseignements sur la collaboration entre l'homme et la femme sont vulgarisés sous l'appellation d'approche genre. L'homme et la femme doivent se considérer comme des partenaires et non comme maître et subordonnée.

La lutte contre la corruption

La minorité au pouvoir détruit les ressources nationales tandis que la majorité est de plus en plus engloutie par la misère dont le combat pour la survie de chaque jour devient pour un nombre croissant d'habitants un combat voué à l'échec. Les détenteurs du pouvoir font de manière incontrôlée et sans contrainte la prédation sur les ressources naturelles dans l'absence de tout processus de développement économique organique, grâce à des mécanismes de corruption.

Aussi, la corruption existe parce que le système économique ne fonctionne pas et parce que le rapport de forces sociales et le niveau de compétences disponibles entravent son fonctionnement. D'où la lutte contre la corruption serait notre préoccupation.

## LES PERSPECTIVES

### Pacification nationale

Qui aura pour mandat de :

- Créer des organismes locaux ou nationaux de gestion ou de prévention des conflits
- Valoriser les mécanismes traditionnels locaux des résolutions des conflits inter-éthiques
- Former et instituer des médiateurs
- Mener des actions d'éducation civique
- Promouvoir la culture de la paix dans les milieux des jeunes
- Créer et promouvoir des actions socio-économiques
- Encourager le dialogue pour décourager l'émergence du leadership négatif

### La libération des médias

Pour garantir l'exercice de la liberté de la presse :

- Garantir le droit du citoyen à une information fiable et objective
- Garantir la neutralité des médias publics vis-à-vis des forces politiques et sociales
- Veiller à la diffusion de la culture de la paix, de la démocratie et des bonnes mœurs

### L'observatoire des droits de l'homme

Pour l'application des dispositions et normes juridiques aux droits de l'homme :

- Faire connaître aux citoyens leurs droits
- Garantir l'instauration d'un Etat de droits
- Promouvoir les associations de défense des droits humains
- Former les activités des droits humains, assurer leur protection et garantir leur statut
- Créer une commission pour la protection de la femme et de l'enfant
- Dénoncer toutes formes de violences spécifiques à l'égard de la femme, et de l'enfant, des personnes de 3<sup>ème</sup> âge et des personnes vivant avec un handicap
- Veiller aux respects des droits et lutter contre leurs violations

### 3.4. L'observation anti-corruption pour :

- L'application des textes législatifs et réglementaires relatifs aux marchés publics
- Sensibiliser les forces vives de la nation : fonctionnaires, entrepreneurs privés, religieux, jeunes, femmes...
- Promouvoir des réformes judiciaires, administratives, de l'éducation
- La revalorisation de la fonction publique
- améliorer la situation matérielle et morale de l'agent public
- Améliorer les procédures administratives
- Réhabiliter les structures de contrôle
- les solutions à la culture de l'impunité

Les sensibilisations des populations et des usagers des services publics au refus de la corruption

Faire connaître aux citoyens leurs droits, afin qu'ils puissent s'en prévaloir

Aider les usagers des services publics à s'organiser pour mieux défendre leurs intérêts

Faire connaître aux citoyens les rouages de l'administration

Recherche la transparence gouvernementale et la volonté de lutte contre la grande corruption

La transparence dans les activités gouvernementales

La volonté de lutte contre la grande corruption

3.5. L'écologie

CONCLUSION

Pour espérer au changement socioculturel en RDC, la Société Civile doit militer à participer activement à la gestion de la chose publique car la population qu'elle représente est manipulée pour en subir des conséquences fâcheuses.

## **6. EXPERIENCE : ESSAI SUR LES STRATEGIES DE LA SOCIETE CIVILE CONGOLAISE A LA CONSOLIDATION DU PROCESSUS DE PAIX ET A L'ERECTION D'UN ETAT DE DROIT EN RDCONGO**

Par Dismas KITENGE, Président du Groupe Lotus

I. L'émergence et le cheminement de la Société Civile Congolaise :

Problèmes, actions, stratégies et défis

I.1. Concept de la Société Civile et expériences des Société Civiles de l'Afrique du Sud et de Chili dans les transitions démocratiques

I.2. La Société Civile Congolais : organisation, problèmes , actions stratégies et défis

II. Réflexion sur les stratégies de la Société Civile Congolais face au changement politique en cours.

II.1. Au niveau National

II.2. Au niveau International

Conclusion

2<sup>ème</sup> EXPERIENCE : **LE LOBBYING**

Par Dismas KITENGE, Président du Groupe Lotus

Notion de base

Expérience Congolais

Elaboration d'un programme

4 étapes

Analyse du travail

Formation des objectifs de formation

Choix des méthodes et techniques

## Evaluation

### 3<sup>ème</sup> EXPERIENCE : **ACCOMPAGNEMENT ET SENSIBILISATION DES POPULATIONS**

Par René SILEKI, Coordinateur de la SYPA

#### EXEMPLES DES EXPERIENCES MENEES A KISANGANI

1. Projet d'accompagnement en Dialogue Inter congolais cas de la SYPA  
Recueillir les points de vue de la population  
Faire participer la population  
Mise en place d'un espace « Dialogue Yetu »
2. Formation et implantation des noyaux de paix  
Résolution pacifique des conflits dans les différents groupes Lotus  
Apprentissage- école « Instrument de paix » G.J.L  
« Exposition-Amani. C.I.M.  
Mécanisme d'information alternative  
Emissions radio-télévisées cas de harche nouveau, sur carre four... population  
Accompagnement dans les travaux littéraires /REMOM/  
Les Cultes œcuméniques  
Théâtres cas de TALLEMS  
Débat publics : cas de Justices et Paix  
Symposium international pour la paix.

### 4<sup>ème</sup> EXPERIENCE : **LA FORMATION ET L'EDUCATION DE LA POPULATION**

Par le Docteur Jean OTEMIKONGO, Directeur du CEPOD

#### Plan

##### Introduction

1. Diagnostic
2. Eléments de l'élaboration dans la formation et d'éducation

##### I. Diagnostic

###### 3. références :

\* 1996 : PREFES

1997 : Critiques faites par Norbert YAMBA-YAMBA

Dénombrement des 27 fléaux dont :

Manque des matériels

Arrivée tardive des invitations

Désintéressement au niveau de la base...

Manque des stratégies pour couvrir l'ensemble du territoire

L'apparition des feuillets irréguliers

Les actions des lobbying insuffisantes

II. Elaboration d'un programme et formation et d'éducation populaire :

4 étapes :

1. étape : Analyse du travail

2. étape : La formulation des objectifs

3. étape : Choix des méthodes et des techniques

#### 4. étape : Evaluation du programme de formation